



LE DEVOIR

VOL. XCIX N° 197

LES SAMEDI 30 ET DIMANCHE 31 AOÛT 2008

2,22\$ + TAXES = 2,50\$

Le choix de John McCain: une conservatrice pure et dure

GUY TAILLEFER

John McCain a joué de surprise et de ruse en choisissant hier l'inconnue Sarah Palin, gouverneure ultraconservatrice de l'Alaska, âgée de 44 ans, en tant que colistière dans la course à la Maison-Blanche contre le duo démocrate Barack Obama-Joe Biden.

Personne ne l'avait prévu. Le choix fait écho à Hillary Clinton, qu'on imaginait il y a moins d'un an devenir la première femme à briguer la présidence américaine avant que M. Obama ne la double pour arracher l'investiture démocrate. Tout sépare pourtant les deux femmes, à commencer par leur orientation politique.



Sarah Palin est farouchement hostile à l'avortement, fait partie de la National Rifle Association et défend avec ardeur l'exploitation pétrolière dans l'Arctique

Conservatrice pure et dure, chrétienne évangélique, Mme Palin n'est gouverneure de l'Alaska que depuis 2006, après avoir été mairesse de la petite ville de Wasilla, en Alaska, de 1996 à 2002. Mariée et mère de cinq enfants, elle est farouchement hostile à l'avortement, fait partie de la National Rifle Association (NRA), le puissant lobby américain des armes à feu, et défend avec ardeur l'ouverture de la réserve naturelle de l'Arctic National Wildlife Refuge à l'exploitation pétrolière pour réduire la dépendance des États-Unis en hydrocarbures importés du Proche-Orient.

John McCain, qui sera officiellement désigné candidat présidentiel au congrès du parti qui commence lundi à Saint Paul, au Minnesota, en a fait l'annonce hier à l'occasion d'un rassemblement politique à Dayton, en Ohio, devant 15 000 partisans.

M. McCain, qui fêtait hier ses 72 ans, a avant tout voulu présenter Mme Palin comme une réformatrice à son image. Il a déclaré avoir choisi sa colistière après avoir cherché le partenaire politique «le mieux à même de l'aider à secourir» l'establishment politique à Washington. «Elle est exactement celle dont j'ai besoin. Elle est exactement celle dont ce pays a besoin pour m'aider à combattre ces vieilles politiques washingtoniennes du "moi d'abord, le pays ensuite", a assuré McCain. Le bilan de Mme Palin, faisait hier valoir le clan McCain, est exemplaire en matière de réforme, d'approche bipartisanne et de lutte contre la corruption.

Première femme à être nommée sur un ticket républicain, Mme Palin avait rejoint M. McCain en compagnie de son mari et de ses enfants, âgés de 4 mois à 18 ans. «Sénateur, je suis très honorée d'avoir été choisie pour être votre colistière. Je serai honorée de servir au côté du prochain président des États-Unis, a-telle déclaré. En tant que gouverneure, je me suis élevée contre les vieilles habitudes politiques.»

VOIR PAGE A 8: MCCAIN



John McCain et sa colistière Sarah Palin, 44 ans, gouverneure de l'Alaska.

Économie et leadership, les thèmes de la campagne conservatrice

Harper veut véritablement des élections, estime Duceppe

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, est sorti de sa rencontre au 24 Sussex avec la certitude que Stephen Harper déclenchera une campagne électorale dans les prochains jours. «Il veut véritablement avoir des élections», a-t-il dit après sa réunion avec le premier ministre, qui a duré près d'une heure hier.

Pendant ce temps, la campagne conservatrice se prépare et a déjà trouvé son angle d'attaque, ne laissant aucune doute sur l'imminence du déclenchement.

Hier, une source conservatrice bien placée a soutenu au *Devoir* que Stephen Harper lancera sa campagne sur l'économie et le leadership, deux thèmes où le PC estime être plus fort que Stéphane Dion et les libéraux. «Qu'on aime Harper ou non, il sait où il s'en va», a dit cette source.

«Notre campagne proposera la certitude, sans engagement de dépenses massives, sans baisses d'impôts importantes, sans nouveaux programmes que le pays ne peut pas se payer. Les dépenses seront responsables», a soutenu cette source conservatrice, qui ajoute que les libéraux vont sûrement attaquer sur les «soi-disant coupures dans le domaine des arts».

Les libéraux n'ont toutefois pas l'intention de se laisser distancer sur les questions économiques. S'appuyant sur les données de Statistique Canada dévoilées hier, Stéphane Dion a soutenu que Stephen Harper était responsable du marasme économique qui gagne le pays, «le pire depuis 17 ans». «Stephen Harper et Jim Flaherty continuent d'affirmer que les bases sont excellentes au Canada en dépit du fait que selon toutes les définitions économiques, le Canada est en chute libre», a dit M. Dion par voie de communiqué. «Les libéraux ont remis de l'ordre dans la confusion budgétaire laissée par les conservateurs la dernière fois, et ils le feront à nouveau.»

Selon cette source conservatrice, les élections seront déclenchées entre mardi et dimanche prochain, pour un scrutin le mardi 14 octobre. Les libéraux doivent se réunir en caucus à Winnipeg mercredi et jeudi, à moins d'un avis contraire.

Selon nos informations, les candidats libéraux se rendront à Drummondville demain pour faire prendre

VOIR PAGE A 8: CAMPAGNE



Stephen Harper



Gilles Duceppe



Stéphane Dion

- Le contre-congrès de John McBush, page B 2 ■ Obama reprend son bâton de pèlerin, page A 7
- La chronique de Gil Courtemanche, page B 2 ■ L'éditorial de Serge Truffaut, page B 4

La monnaie de la pièce

Comme toute industrie, celle des centres de recyclage de pièces automobiles a suivi le progrès. Oubliez le cimetière de voitures. Les plus gros centres sont des PME qui reçoivent des milliers d'appels par jour et n'hésitent pas à acheter leurs véhicules sur Internet. Sans compter le géant américain de l'industrie, LKQ, qui se négocie sur le Nasdaq.

FRANÇOIS DESJARDINS

Il fut un temps où il suffisait de se présenter au comptoir d'un centre de recyclage de pièces automobiles et de passer une commande. «J'aurais besoin d'un alternateur pour un Ford Bronco 94, s.v.p.» Et un préposé de s'engouffrer dans le labyrinthe de carcasses pendant 20 minutes pour revenir avec une question pour préciser la requête. Pour ensuite réparer. Et revenir. Sans alternateur.

Les temps ont changé. L'industrie des pièces, méconnue du grand public, s'est complètement informatisée et dispose d'entrepôts qui feraient rougir certains magasins Rona. Elle vit une concurrence de plus en plus forte, non seulement entre les recycleurs d'ici

VOIR PAGE A 8: PIÈCE

■ Autres informations, page A 5

INDEX

Actualités..... A 2	Idées..... B 5
Annonces..... C 7	Monde..... A 6
Avis publics... C 6	Mots croisés. B 6
Bourse..... C 2	Météo..... C 4
Carrières..... C 5	Perspectives. B 1
Décès..... C 7	Rencontres... D 2
Économie..... C 1	Sports..... C 5
Éditorial..... B 4	Sudoku..... B 6

80, ruelle de l'Avenir

L'école primaire Garneau, située dans le quartier Centre-Sud devant l'entrée du pont Jacques-Cartier, a subi une transformation radicale. Un groupe communautaire du coin et la société Gaz Métro ont uni leurs forces pour améliorer l'environnement scolaire, à grand renfort d'argent, de temps et de rêves. En l'espace d'un été, le projet s'est concrétisé: une annexe inutilisée a été entièrement rénovée pour y aménager des ateliers thématiques. La cour, le toit et le gymnase ont aussi fait peau neuve. Visite du 80, ruelle de l'Avenir.

CLAIRANDRÉE CAUCHY

La cour d'école à l'asphalte défraîchie où les enfants se brûlaient les pieds en juin dernier s'est muée en une aire de jeu recouverte de gazon synthétique avec des terrains multisports aux couleurs vives, aire de jeu qui jouxte un petit potager. À la récréation hier, de petits groupes de

filles discutaient, assises en cercle à l'ombre d'un des trois nouveaux arbres matures plantés cet été, pendant que des garçons se roulaient dans l'herbe faite de bouteilles d'eau recyclées ou couraient dans tous les sens.

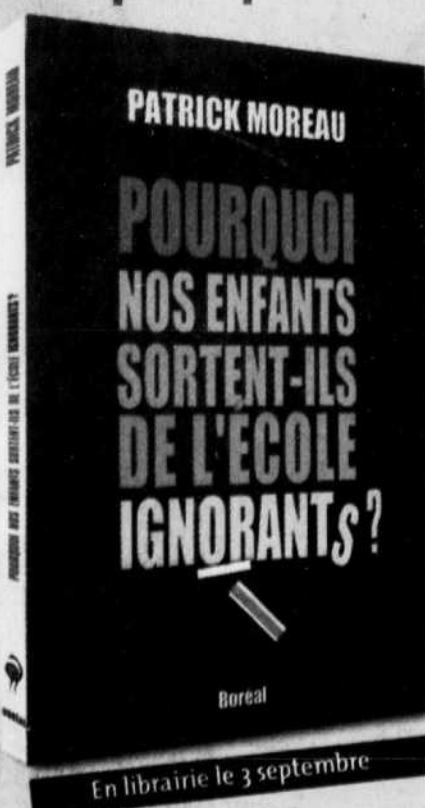
«C'est super bien! Avec le gazon, on peut courir sans se faire mal», lance Zachary, qui

VOIR PAGE A 8: RUELLE



La cour d'école à l'asphalte défraîchie où les enfants se brûlaient les pieds en juin dernier s'est muée en une aire de jeu recouverte de gazon synthétique avec des terrains multisports aux couleurs vives.

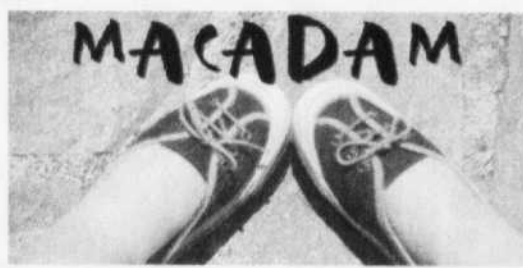
Un prof parle!



152 pages - 19,95\$ Boréal www.editionsboreal.qc.ca

LES ACTUALITÉS

Graffitis: être lus sans être vus



Que devient la ville l'été, que peut-on y vivre, y voir, y remarquer, y sentir, au-delà de toutes les activités officielles qui se multiplient sous le soleil? Nos journalistes vous font part des découvertes, des coups de coeur ou des sourires en coin que Montréal, Québec ou Ottawa, sous le ciel estival, leur ont inspirés. Dernier de la saison.

CAROLINE MONTPETIT

On ne les voit plus à force de les voir, et pourtant ils sont là. Ils défient le monde et la gravité du haut d'un édifice, ou attendent, sagement rangés le long des voies ferrées, le passage des trains. On ne les voit plus et pourtant ils sont là, plus présents que jamais, défilant leur cortège de surnoms aux lettres gonflées: Quidam, Vegas, Jazz, sur les murs de Montréal. Ce sont les noms de jeunes d'aujourd'hui, des graffiteurs qui peignent la ville dans la pénombre de la nuit. Certains les adorent, d'autres les haïssent. Eux existent, simplement, et veulent que cela se sache à grands coups de bonbonnes. Car depuis plusieurs années, les graffitis qui tapissent la ville sont surtout des signatures.

En anglais, pour «graffiteur», on dit d'ailleurs *writer*, pour «écrivain», et les graffitis, s'ils sont parfois accompagnés de dessins, comportent presque toujours des lettres stylisées. Le graffiteur adopte un nom de plume avec lequel il se fabrique un *tag*, ou signature, qu'il reproduit dans le plus d'endroits possible. Vegas, par exemple, s'est ainsi promené des toilettes des Foufounes électriques au viaduc qui chevauche le boulevard Saint-Laurent à hauteur de Rosemont. Mai a, quant à elle, réussi. Dieu sait comment, à se jucher en haut de l'édifice qui côtoie la Cité, rue Léo Pariseau, pour jeter son nom à la face du monde.

«Les graffiteurs cherchent d'abord à se faire une publi-



Les graffitis parlent de la vie montréalaise, de ses drames, de ses amours.

«Cité», dit Sterling Downey. Lui-même graffiteur, Sterling Downey organise, chaque année, derrière Les Foufounes électriques, le festival Under Pressure, qui réunit à Montréal des graffiteurs du monde entier. L'événement est légal, puisque le mur appartient aux Foufounes électriques, trop heureuses d'accueillir la clientèle que ce *happening* attire. Parfois, les graffiteurs persistent à œuvrer seuls. Le plus souvent, ils se regroupent en *crew*, en équipe, pour confectionner des pièces ou des murales, selon les projets du moment.

Sur le mur des Foufounes électriques, on peut voir ainsi l'œuvre des Crazy Apes, de Montréal, ou des TA. On trouve aussi à Montréal les NME ou les JKR. Selon Downey, les initiales peuvent signifier différentes choses selon le dessin en cours. Au gré d'un projet, TA voudra dire «Titanic Abnormalités» (malformations titanesques) et JKR, «Just Kausing Rukus» (faiseurs de bruit).

Les graffitis parlent aussi de la vie montréalaise, de ses drames, de ses amours. Près des Foufounes élec-

triques, haut lieu du graffiti à Montréal, un mot de quatre grandes lettres s'élève sur un mur: «Trop».

«Trop», c'est le nom du jeune qui a été assassiné dans le métro», raconte Sterling Downey, rappelant le terrible incident survenu plus tôt cet été. Les graffiteurs ont dessiné un mur pour lui rendre hommage, et Trop écrivait lui-même des graffitis avant de mourir.

Les autorités, quant à elles, ne font pas de différence entre œuvres d'art et obscénités, entre messages politiques et simples signatures, criant au monde une présence dans la nuit. Chaque année, la Ville de Montréal, le ministère des Transports et les propriétaires dépensent pas moins de 10 millions de dollars pour nettoyer les murs de la ville des graffitis, quels qu'ils soient. Rien n'y fait, les graffiteurs persistent et signent. Et il faut être bien maladroit, selon Sterling Downey, pour se faire prendre la main sur la bonbonne à Montréal.

Selon le commandant Eric Lalonde, responsable du dossier au Service de police de la Ville de Montréal, écrire sur la propriété d'autrui est toujours considéré comme un acte de vandalisme, que ce soit pour y graver une œuvre d'art ou pour insulter quelqu'un. Mais les graffiteurs œuvrent de nuit, et peu de graffitis sont rapportés à la police dans les heures suivant leur apparition.

Pourtant, dit Sterling Downey, les «vrais» graffiteurs, reconnus par leurs pairs, ont une certaine éthique. Ils n'iraient jamais, croit-il, inscrire des injures sur votre porte sans les signer. Tout récemment, le maire de l'arrondissement de Ville-Marie, Benoît Labonté, annonçait la création de murs légaux, par l'entremise de l'atelier GraffX, qui regroupe une quinzaine d'anciens graffiteurs, et qui ouvrira également une galerie d'art. Le tout vise à permettre aux jeunes d'évoluer dans leur art sans pour autant demeurer dans la criminalité.

Pour Sterling Downey, cette pratique comporte des risques. Si des jeunes investissent l'argent des bonbonnes (selon lui, une seule *piece* peut coûter autour de 100 \$ en bombes aérosol) sur un mur, ils acceptent mal que quelqu'un d'autre, de façon tout aussi légale, vienne peindre son nom par-dessus le lendemain.

«Ce n'est pas responsable de la part des autorités d'encourager les tensions entre les jeunes», dit-il.

La solution pour vraiment rapprocher les parties, croit Sterling Downey, serait de favoriser la rencontre entre les amateurs de graffitis, qui en recevraient volontiers sur leurs portes de garage, et les graffiteurs eux-mêmes. Le processus est déjà en marche. Et certaines entreprises, attirées par le côté branché des graffiteurs et de leurs graffitis, sont prêtes à payer des dizaines de milliers de dollars pour en tapisser leur établissement.

Le Devoir

Les Prix d'excellence de l'Université du Québec 2008



De gauche à droite : monsieur Benoît Séguin, madame Ginette Daigneault, monsieur Pierre Moreau, président de l'Université du Québec, madame Catherine Laprise et messieurs Frédéric Metz et Claude Kieffer.

Excellence en recherche et création
Prix réalisation

Catherine Laprise
Université du Québec
à Chicoutimi

Excellence en recherche et création
Prix carrière

Jean-Claude Kieffer
Institut national de la recherche scientifique

Excellence en enseignement
Prix carrière

Frédéric Metz
Université du Québec
à Montréal

Excellence en gestion
Prix réalisation

Benoît Séguin
Université du Québec
à Trois-Rivières

Ginette Daigneault
Université du Québec
en Outaouais

Université du Québec



Du 15 août au 7 septembre

Ouvert les dimanches pour la durée des soldes.

SOLDES

montréal
505 Av. du Président Kennedy
514-350-9070
montreal@roche-bobois.com

ottawa
22 York Street
613-860-3273
ottawa@roche-bobois.com

toronto
101 Parliament Street
416-366-3273
toronto@roche-bobois.com

rochebobois

www.roche-bobois.com

EN BREF

Listériose au neutre

Les autorités sanitaires canadiennes n'ont pas signalé de nouveaux cas de listériose hier, mais la liste de produits rappelés par l'Agence canadienne d'inspection des aliments s'est allongée de 50 produits, dont certains sont déjà périmés depuis quelques jours. Il s'agit notamment de trois variétés de sous-marins préparés et vendus dans les marchés Loblaws et Provigo au Québec, de même que cinq produits vendus au Québec dans les épiceries IGA, Bonichoix, Tradition et Omni. Par ailleurs, la firme Merchant Law Group, qui prépare un recours collectif pancanadien contre l'entreprise à l'origine de cette crise, Maple Leaf, a précisé hier que plus de 2200 personnes ont déjà rempli le formulaire d'inscription. Du côté d'Option consommateurs, qui pilote un autre recours collectif, «le téléphone ne dérangait pas», selon son directeur général. — *Le Devoir*

Des berges à soigner

Québec doit planifier d'urgence, selon le Parti québécois, une renaturalisation des berges des cours d'eau, assortie d'un programme d'aide aux municipalités et aux propriétaires afin de limiter les apports de phosphates et de nutriments dans les cours d'eau. Il s'agit de limiter les blooms d'algues bleues et les marées rouges dans le golfe Saint-Laurent. Intervenant sur cette ques-

tion au nom de son parti, le député Camil Bouchard (Vachon) estime que la mort récente de 80 phoques, de 10 bélugas et de centaines de poissons démontre que le gouvernement Charest «n'a pas compris l'urgence d'agir maintenant». Le PQ avait proposé d'interdire les phosphates dans les détergents dès 2008, mais Québec a reporté cette mesure à 2010. — *Le Devoir*

Sus à la drogue

Agassiz, C.B. — Le gouvernement fédéral déboursera 120 millions au cours des cinq prochaines années pour tenter d'éliminer la drogue dans les prisons canadiennes, a annoncé hier le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day. M. Day assure que cette initiative est nécessaire: 80 % des détenus ont des problèmes de drogue à leur entrée en prison, et on a procédé à 800 saisies de drogue dans les établissements carcéraux fédéraux l'an dernier, a-t-il souligné hier. La présence de drogue en prison met en danger la sécurité des gardiens, nuit aux programmes de réhabilitation et incite des détenus à devenir des récidivistes, a indiqué le ministre. La somme de 120 millions servira à mettre en place une politique de «tolérance zéro» en matière de drogue. Elle permettra notamment de fournir davantage de scanners, d'appareils à rayons X et de chiens capables de dépister la drogue, a-t-il précisé. La sécurité autour des prisons sera renforcée. — *La Presse canadienne*

Prix Arts-Affaires de Montréal

ÉDITION 2008

ORGANISMES ARTISTIQUES ET CULTURELS DU GRAND MONTRÉAL

Une PME, une grande entreprise ou un individu vous ont apporté un précieux soutien entre le 1^{er} septembre 2007 et le 31 août 2008 ?

POURQUOI NE PAS SOUMETTRE LEUR CANDIDATURE AUX PRIX ARTS-AFFAIRES DE MONTRÉAL ?
Date limite pour proposer des candidats : le 29 septembre 2008.

Règlements et renseignements :
www.cmm.qc.ca/prix-arts-affaires et
www.artsmontreal.org/prixartsaffaires.php

CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL



Montréal



Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Board of Trade of Metropolitan Montreal

En collaboration avec LE DEVOIR

ACTUALITÉS

La salmonellose frappe au Québec

ALEXANDRE SHIELDS

Après la listériose, la salmonellose. Un total de 87 Québécois ont été frappés par cette infection virulente depuis une dizaine de jours, a fait valoir hier la direction de la Santé publique, précisant que les trois fromages à l'origine de l'éclatement, tous fabriqués au même endroit, font déjà l'objet d'un rappel.

Trois régions sont frappées par cette épidémie. Il s'agit d'abord de Chaudière-Appalaches, où une personne âgée est décédée après avoir été frappée par la salmonelle. En Estrie, on a signalé autant de cas en une semaine qu'on en rencontre normalement en une année. La Mauricie-Centre-du-Québec est également touchée par cette nouvelle crise sanitaire.

Les coupables: trois fromages non affinis à pâte ferme en bloc et en grains de marque La Chaudière, Polo et Tradition, fabriqués entre le 24 juillet et le 29 août par l'entreprise Fromage La Chaudière. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a d'ailleurs procédé hier matin au rappel de ces fromages.

«L'entreprise offre toute sa collaboration au ministère et applique toutes les mesures appropriées afin de protéger la santé des consommateurs», a indiqué le président de l'entreprise, Michel Choquette, par voie de communiqué. La fabrication a été stoppée et «une inspection complète et un nettoyage en profondeur de tous les équipements de production de l'usine» ont débuté, a-t-il ajouté. Les autres produits provenant de la fromagerie La Chaudière ne sont pas visés par le rappel et sont considérés comme propres à la consommation.

Trois fromages à la source du problème ont fait l'objet d'un rappel

Réagissant aux critiques dont il a fait l'objet depuis quelques jours dans la gestion de la crise de la listériose, et alors qu'une épidémie de salmonellose vient de s'ajouter, le ministre de la Santé, Yves Bolduc a dit qu'il allait resserrer les mesures de vérification mises en place par le gouvernement. Dorénavant, la Direction de la santé publique devra entrer directement en contact avec les membres de la famille d'une personne touchée par la listériose ou la salmonellose dans un délai de 24 heures. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de

l'Alimentation devra aussi être avisé à l'intérieur de ce même délai, afin de pouvoir mener l'enquête sur la source de contamination.

Dans un court communiqué de presse, le ministre Bolduc a indiqué que les mesures de contrôle devaient être intensifiées pour répondre aux préoccupations et aux inquiétudes des patients.

La salmonellose est causée par une bactérie, la salmonelle. Cette forme d'infection est provoquée par l'ingestion d'aliments contaminés par cette bactérie. Les aliments contaminés ne présentent pas ou peu de signes d'altération. L'infection peut alors survenir, le plus souvent de 24 à 48 heures après avoir mangé l'aliment contaminé.

De façon générale, les symptômes de la salmonelle ressemblent à ceux qui accompagnent la gastro-entérite: diarrhée, douleurs abdominales, fièvre et parfois des vomissements et du sang dans les selles. La maladie dure habituellement moins d'une semaine.

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

Le pôle Nord perd sa calotte

Il pourrait être couvert d'eau d'ici 15 jours

LOUIS-GILLES FRANÇEUR

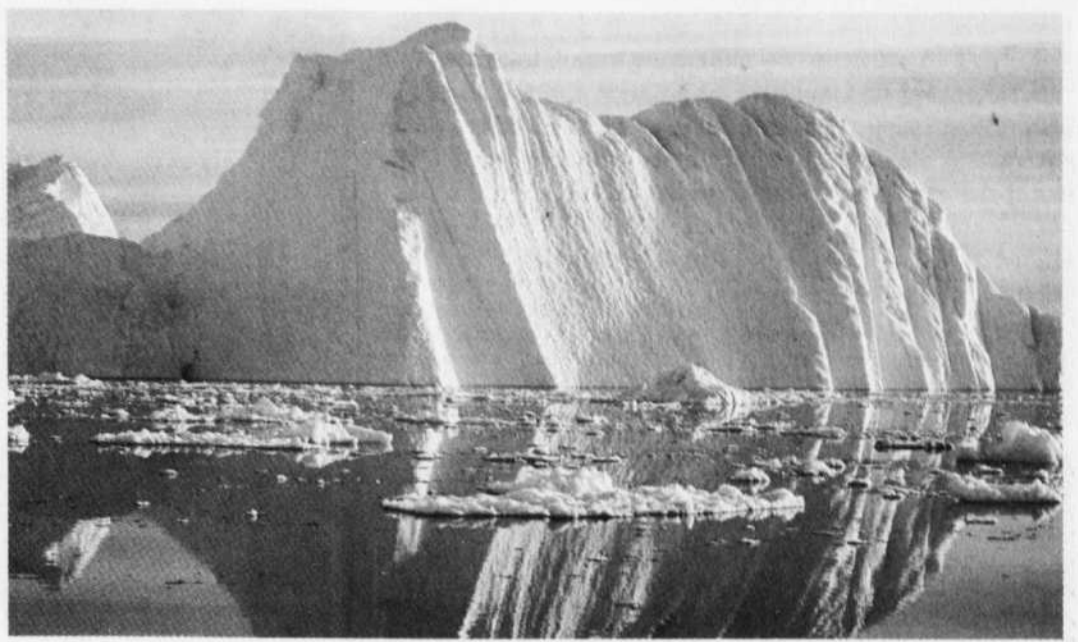
La fonte de la calotte polaire de l'Arctique est si phénoménale cette année que d'ici 15 jours, certains chercheurs estiment que le pôle Nord pourrait se retrouver couvert d'eau pour la première fois depuis des dizaines de milliers d'années.

Selon le glaciologue Mark Serreze, dont les propos ont été rapportés par l'AFP, le pôle Nord est actuellement couvert uniquement par le couvert de glace du dernier hiver, une glace très mince. La possibilité qu'elle fonde d'ici 15 jours, alors que surviendra la fin de la période de fonte annuelle, serait de 50 %, a-t-il précisé.

Une telle éventualité était totalement impensable il y a 50 ans, alors qu'un premier sous-marin nucléaire états-unien, le *Nautilus*, réussissait la première traversée du pôle sous la glace. La prochaine prouesse du genre appartiendra plutôt au premier navire ou voilier qui pourra naviguer à l'épicentre géographique du globe, ce qui risque d'être possible d'ici cinq ans.

Selon le National Snow and Ice Data Center (NSIDC), des États-Unis, la calotte polaire avait perdu au 26 août dernier 5,26 millions de kilomètres carrés, soit juste un peu moins que les 5,32 millions de kilomètres carrés relevés le 21 septembre 2005, le record actuel. L'été 2008 se situe donc pour l'instant au deuxième rang de ce palmarès des indices du réchauffement de la planète.

Selon le NSIDC, depuis le début du mois seulement, la calotte polaire a perdu plus de 2 millions de kilomètres carrés. En 2007, à la fin de la période de fonte estivale, la calotte polaire ne représentait plus que 40 % de sa surface traditionnelle, soit celle qu'elle avait en moyenne entre 1979 et 2000.



KONRAD STEFFEN KEUTERS

Un iceberg dans le fjord de Jacobshavn, au Groënland. Un peu plus au Nord encore, la fonte de la calotte polaire atteint cette année des proportions inédites.

Les glaciologues expliquent la rapidité du changement par la synergie imprévue, qui se produit entre les gaz à effet de serre — responsables de la fonte de la calotte — et le fait que cette mer sans cesse plus déglacée absorbe plus de chaleur solaire, ce qui réduit d'année en année l'épaisseur de la calotte de glace et explique sa disparition précoce.

C'est ce «cercle vicieux» qui incite les spécialistes du climat et des glaciologues à penser que l'océan arctique pourrait être libre de glaces en été autour de 2030, ce que les modèles climatiques prévoient initialement pour 2080-2100. Et tout récemment, sur les ondes de la BBC, des chercheurs ont osé prédire que les navires pourraient traverser complètement l'océan Arctique en été sans difficulté majeure dès

2013, soit dans seulement cinq ans.

La disparition annoncée de la calotte polaire a déjà des impacts politiques non négligeables ici, au Canada, et sur la scène internationale.

C'est cette possibilité qui justifie l'étude du potentiel pétrolier de cette région jusqu'ici difficilement accessible, que vient de lancer le gouvernement Harper dans l'optique d'ajouter de nouveaux terrains de prospection aux multinationales de l'Ouest canadien, qui rêve de nouveaux gisements offshore. Mais la Russie pense de même et a entrepris avec ses sous-marins et ses brise-glaces géants, dont le Canada n'a pas l'équivalent, de tenter d'agrandir sa sphère d'influence politique et géographique dans la mer arctique. On doit placer dans cette catégorie de démarches la pose d'un petit drapeau russe sous la glace du

pôle au début de l'année.

D'autres pays nordiques européens envisagent de contester la propriété canadienne dans cette région du globe. Même un allié naturel comme les États-Unis se moque ouvertement de la souveraineté canadienne en estimant pouvoir utiliser le Passage du Nord-Ouest à volonté comme s'il s'agissait d'eaux internationales reconnues.

Mais la disparition de la calotte de glace et les nouvelles activités industrielles et maritimes risquent fort non seulement de menacer une espèce emblématique comme l'ours polaire mais aussi d'autres espèces aquatiques, en raison de l'arrivée dans cette région de différentes formes de pollution qui y étaient jusqu'ici inconnues ou très rares.

Le Devoir

Décès de Quilem Registre

La coroner pointe le Taser

JEANNE CORRIVEAU

Le pistolet à décharge électrique Taser n'est peut-être pas responsable de mort de Quilem Registre, mais il y a probablement contribué, conclut la coroner Catherine Rudel-Tessier. Dans son rapport rendu public hier, la coroner souligne que les six décharges électriques reçues par l'homme de 38 ans, lors de son arrestation en octobre 2007, étaient excessives, et que la rapidité avec laquelle les policiers ont eu recours au Taser soulevé des questions.

Le 14 octobre 2007, vers 21h, des patrouilleurs du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) interceptent Quilem Registre dans le quartier Saint-Michel. Au volant de sa voiture, l'homme a omis de faire un arrêt obligatoire à une intersection. En tentant de fuir, il accroche deux voitures stationnées avant d'en percuter une autre de plein fouet. Selon les policiers, l'homme est visiblement intoxiqué et il est hystérique. Comme il refuse d'obtempérer, les policiers utilisent un pistolet électrique pour tenter de le maîtriser. Quilem Registre reçoit alors six décharges de Taser de cinq secondes chacune. Conduit à l'hôpital du Sacré-Cœur, il meurt le 18 octobre.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Chantal Registre, sœur de la victime, s'est dite satisfaite du rapport de la coroner déposé hier.

L'utilisation du pistolet électrique n'a peut-être pas été la cause directe du décès de Quilem Registre, mais elle y a «probablement contribué», estime la coroner. Selon les médecins traitants, c'est à un «mauvais cocktail» qu'il faut attribuer cette mort, soit l'effet combiné d'une dépense énergétique excessive engendrée par la consommation de cocaïne, la collision et les décharges du Taser.

La coroner ne remet pas en question l'utilité du pistolet électrique, mais elle souligne que cette arme n'est pas inoffensive et qu'elle peut causer des blessures sérieuses. «Tant que des études sérieuses portant sur des personnes intoxiquées ou malades ne seront pas concluantes, le Taser devra également être considéré comme pouvant entraîner la mort», ajoute-t-elle dans son rapport.

Elle s'interroge d'ailleurs sur la rapidité avec laquelle les policiers ont eu recours au Taser. L'homme ne collaborait pas, mais les policiers ne semblaient pas se sentir menacés par son comportement, note-t-elle. Compte tenu de l'état d'agitation de Quilem Registre, les deux policiers auraient dû faire appel aux services ambulanciers avant d'intervenir et, mieux formés, ils auraient peut-être pu le maîtriser plus rapidement, écrit-elle. De plus, si l'arme avait été rangée dans le coffre de l'auto-patrouille, comme le prévoit le code de procédure du SPVM, et non portée à la ceinture d'un des policiers impliqués, ceux-ci auraient peut-être élaboré une autre stratégie pour maîtriser M. Registre, indique la coroner.

Mme Rudel-Tessier fait confiance au nouveau programme de formation de l'École nationale de police du Québec, mais elle recommande que le SPVM, qui dispose de 16 pistolets électriques, s'assure que tous les policiers susceptibles d'utiliser le Taser aient reçu la même formation. Elle demande également au ministère de la Sécurité publique de documenter l'impact du Taser sur la santé des personnes touchées et de considérer la possibilité de recourir à une caméra chaque fois que ce pistolet est utilisé.

Lors d'une conférence de presse hier matin, la famille de Quilem Registre a réclamé la tenue d'une enquête publique indépendante afin de faire toute la lumière sur cette affaire. Rappelons qu'à la suite d'une enquête de la Sûreté du Québec, le procureur général avait décidé, en juin dernier, qu'aucune accusation criminelle ne serait portée contre les policiers impliqués.

Le président de la Ligue des Noirs du Québec, Dan Philip, a joint sa voix aux demandes d'enquête publique. «Quand des policiers font des enquêtes sur des policiers, ce n'est jamais clair», a-t-il lancé.

Chantal Registre, la sœur de Quilem Registre, estime toutefois que la coroner a fait du bon travail. «Ça nous a donné une idée de ce qui s'est passé. C'est un choc pour la famille. Ce que je peux dire de tout ça, et je vais le répéter maintes et maintes fois: nous voulons que justice soit rendue», a-t-elle dit. La famille n'exclut d'ailleurs pas la possibilité d'interdire des poursuites civiles.

La coroner démontre clairement que les policiers impliqués n'ont pas respecté le protocole du SPVM concernant l'utilisation du Taser, souligne pour sa part le conseiller municipal Marvin Rotrand, membre de la Coalition pour un moratoire immédiat sur l'utilisation du Taser. «Et même si la coroner n'attribue pas la mort de M. Registre uniquement au Taser, elle émet suffisamment de doutes», dit-il.

En décembre dernier, un comité consultatif mis sur pied par le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, avait recommandé que le recours au Taser soit maintenu mais qu'une meilleure formation soit donnée aux policiers. Pour la Coalition, ce comité n'avait aucune crédibilité puisqu'il était composé presque exclusivement de membres de corps policiers ou de représentants du ministère de la Sécurité publique.

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

J'essaie de vous éviter un procès

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Auteur et directeur de la collection

Daniel GOUGEON

ÉTHIQUE ET CULTURE RELIGIEUSE
Collection PARTENAIRES DU BONHEUR

ÉTHIQUE, TRADITION
ET MODERNITÉ

2^e année du 2^e cycle du secondaire

Cahier (368 p.) - 21,95 \$
ISBN 978-2-7608-1082-2
Guide en préparation

école nouvelle
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies
La tarification est indiquée sous réserve de modifications.

FEDERAL AUCTION SERVICE - LUNDI 1ER SEPTEMBRE

ENCHÈRE PUBLIQUE URGENTE

PLUS DE 60 ARTICLES DE BIJOUTERIE RÉCUPÉRÉS D'UNE
SAISIE DE BIJOUX PAR LE SHERIF

À ÊTRE MIS AUX ENCHÈRES POUR LE COMPTE DE ET POUR LE BÉNÉFICE
DU DEMANDEUR. (ORDRE DE LA COUR NO DE DOSSIER 04-CV-263940CM2)

AUTRES PARTIES CONTRACTUELLES

PLUS DE 60 ARTICLES DE NOUVELLE BIJOUTERIE FINE AVEC ORDONNANCE
D'ÊTRE VENDUS À LA PIÈCE

Montre Rolex modèle Président en or jaune 18 cts
avec diamants pour homme et pour femme



PLUSIEURS DIAMANTS DE 1 À 5 CTS, RUBIS, ÉMERAUDES, SAPHIRS, PERLES RARES
DES MERS DU SUD, BOUCLES D'OREILLES, BRACELETS, COLLIERS ET BAGUES.
PLUSIEURS MONTRES ROLEX, CARTIER, PATEK PHILIPPE, PIAGET ET BREITLING.
COMME NEUFS AVEC GARANTIE.

LOEWS HÔTEL VOGUE
1425, RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL.
LUNDI 1ER SEPTEMBRE 2008

INSPECTION PUBLIQUE ET ENREGISTREMENT
À PARTIR DE 13 H. ENCHÈRES À 14 H PRÉCISES.

Photo d'identité valide requise pour l'admission. Des réserves, additions ou suppressions peuvent se produire. 15 % de frais de manutention, TPS, TVQ s'appliquent. Conditions: comptant, cartes de crédit, paiement direct et chèques certifiés. Ligne d'information (505) 458-9509. Federal Auction Service n'est pas une agence gouvernementale. © 2008 FAS

www.federalauctionservice.com/8274

Sophie
DOWNS M.Ps.



Membre O.P.Q., R.C.P.O.S.S. et A.M.F.Q.

Psychologue clinicienne T 514 861-0630

Adolescents - Adultes - Couples
20 ans d'expérience

Vieux-Montréal

Yva de Laurier
Lampe et abat-jour

La lumière,
c'est l'ambiance!

Abat-jour sur mesure
Recouvrement
Montage de lampe à partir d'objets divers
Restauration

OUVERT Mardi au Samedi

1493 av. Laurier Est Coin Fabre

514 527-9090



LES ACTUALITÉS

Agences de recrutement et de placement

L'émergence d'une industrie qui choque les syndicats

Reprochées par des groupes de défense des droits des travailleurs d'empoisonner les milieux de travail, les agences de recrutement et de placement se targuent d'être le moyen le plus efficace pour trouver du boulot ou embaucher le candidat idéal. À l'avant-veille de la fête du Travail, polaroid d'une entreprise controversée qui prend du galon.

MARCO BÉLAIR-CIRINO

«C'est un phénomène qu'on voit de plus en plus. [...] Les autobus d'une agence x, y ou z arrivent le matin. L'hôtel dit: "J'ai besoin de 24 préposés aux chambres." Ils rentrent dans l'autobus, ils prennent les 24 et les font travailler. [...] Ce sont des gens très vulnérables», explique le président de la Fédération du commerce de la CSN, Jean Lortie.

Le recours aux agences de recrutement et de placement temporaire d'employés est l'un des principaux enjeux des négociations coordonnées par la CSN des contrats de travail d'environ 5000 employés de l'hôtellerie. Des dispositions limitant fortement le recours aux agences de personnel ont été incluses dans les ententes scellées, notamment au Hyatt Regency et au Delta Centre-ville.

L'arrivée des agences a fait basculer le rapport de force que les syndicats avaient développé avec les parties patronales, dit M. Lortie. Même son de cloche de la part de la titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit de la santé et de la sécurité du travail de l'Université d'Ottawa, Katherine Lippel. «C'est clair que c'est une manière de miner, de contourner les règles habituelles sur la syndicalisation», dit-elle.

Cinq cent agences de recrutement et de placements sont inscrites à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). Entre 25 000 et 28 000 personnes seraient à leur emploi. Elles ont payé, en 2007, des cotisations à la CSST sur une masse salariale évaluée à 650 millions \$. Le chiffre d'affaires de l'industrie a bondi de

quelque 40 % depuis 2000.

La CSN accuse d'autre part les agences de recrutement et de placement d'approvisionner les directions d'hôtel en briseurs de grève. «Au Reine-Elizabeth, on l'a vu à plusieurs reprises», indique Jean Lortie. Mercredi, ils étaient une vingtaine de préposés à l'entretien à porter main forte aux travailleurs du Reine-Elizabeth. Le lendemain, lorsque le coup d'envoi du débrayage des employés syndiqués a été donné, les rumeurs abondaient selon lesquelles des «envoyés spéciaux» d'agences nettoyaient les chambres «en cachette».

Les conflits de travail dans le réseau hôtelier remettent le dossier à l'avant-plan, mais la problématique est beaucoup plus large. Le groupe d'éducation populaire et de défense des droits des travailleurs non syndiqués, Au bas de l'échelle (ABE), impute aux agences de recrutement et de placement une part de responsabilité dans la précarisation du travail au Québec. «C'est un acteur très important du développement du travail atypique et de la précarisation du travail», souligne la responsable des dossiers politiques d'ABE, Carole Henri. Quand quelqu'un s'en va, on ne le remplace pas, on fait rentrer un travailleur d'agence. Et cette personne-là n'est pas syndiquée. Pour l'ABE, le recours aux agences de placement devrait être limitée uniquement à des besoins ponctuels de main d'œuvre.

Risques

Selon les conclusions d'études de l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et sécurité du travail (IRSSST), les employés manuels des agences courent plus de risques d'accidents de travail que la moyenne des travailleurs québécois.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Manifestation devant le Holiday Inn cet été. Le recours aux agences de recrutement préoccupe grandement les travailleurs hôteliers.

Les travailleurs précaires et particulièrement les travailleurs temporaires sont soumis à des tâches plus exigeantes et sont conséquemment exposés à des risques plus élevés d'accidents, souligne Katherine Lippel. Par exemple, dans le secteur hôtelier, «les gens de l'agence rentrent lorsque l'hôtel est plein puis ils disparaissent le lendemain [pour aller ailleurs]. Ils ne peuvent pas vraiment récupérer. Ils sont toujours exposés à l'intensité du travail la plus grande», dit-elle. Les conséquences: des problèmes musculo-squelettiques, de stress et des moments d'inattention attribuables à la fatigue.

«Si tu es tout le temps le petit nouveau qui vient d'arriver, l'exposition au risque est plus probable, parce que c'est toujours un nouveau milieu et il faut apprendre le milieu», explique Katherine Lippel.

«On a tendance à donner le travail plus risqué à ces employés-là, poursuit-elle. C'est à cause des cotisations à la CSST, notamment. On

pourrait croire que c'est rentable pour une entreprise de donner un emploi un peu plus à risque à un employé d'agence, parce que les cotisations tombent dans la facture de l'agence», dit Katherine Lippel.

Une description que conteste avec force la présidente du chapitre québécois de l'Association nationale des entreprises en recrutement et placement de personnel (ACSESS), Johanne Berry. Selon elle, il est faux de prétendre qu'une agence de recrutement et de placement afranchit ses entreprises clientes des cotisations à la CSST les plus salées parce qu'elle envoie sa main d'œuvre aux postes de travail où les risques de lésions professionnelles sont les plus grands. «Ça, c'est une mauvaise perception que j'aimerais bien corriger une fois pour toutes. [...] Si la place n'est pas sécuritaire: merci, bonjour, on refuse le mandat», mentionne-t-elle.

Le Devoir

Congrès mondial sur le cancer

Priorité aux pays en voie de développement

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

De Genève, les 2500 scientifiques réunis jusqu'à demain dans le cadre du Congrès mondial sur le cancer lancent un appel clair à la communauté internationale: il faut concentrer les efforts sur le désastre des pays en voie de développement, car la moitié des nouveaux cas s'y déclarent.

Le cancer, longtemps considéré comme le cauchemar des nations développées par son lien avec le vieillissement de la population, se tient désormais à la troisième marche du triste podium des causes de mortalité en importance dans les pays en voie de développement. Alors qu'ici les chances de survivre à un cancer s'améliorent, les moins nantis de la planète sont encore une fois laissés derrière. Incidence et taux de mortalité connaissent une hausse alarmante, décrit l'Union internationale contre le cancer (UICC).

Le Dr Franco Cavalli, président sortant de l'UICC, a affirmé cette semaine au magazine L'Hebdo que le désastre survient parce «qu'aux cancers des pauvres (foie, col de l'utérus, œsophage) commencent à s'associer les tumeurs liées au mode de vie occidental (sein, poumon, prostate, colorectal). Parce que le diagnostic est souvent tardif. Et parce que les médicaments sont beaucoup trop chers. Il y a donc plus de tumeurs, détectées moins rapidement et pas ou mal soignées.»

Lueur d'espoir

Contrôler le cancer du col de l'utérus dans les pays en voie de développement ne relève pas de l'utopie, affirment les experts en s'appuyant sur les récentes avancées en prévention. Jeudi, en marge d'une séance plénière sur le sujet, ils ont publié dans le journal Vaccine la première analyse coût-bénéfice de l'introduction de vaccin contre le virus du papillome hu-

main (VPH) qui cause le cancer du col, et des nouvelles méthodes de dépistage. Résultat: en Asie-Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, le rapport coût-bénéfice devient positif à moins de 25 \$ par dose, incluant la logistique et le personnel pour administrer le vaccin. Suivant la valeur marchande, il en coûte 360\$ en moyenne pour vacciner une jeune fille. «Des efforts sont nécessaires pour adapter le prix actuel du vaccin afin de rencontrer les coûts que les pays en voie de développement peuvent assumer», a dit Xavier Bosh, de l'Institut catalan d'oncologie.

La Déclaration mondiale sur le cancer 2008, qui fait suite à la première Déclaration mondiale, adoptée en 2006, préconise plusieurs actions prioritaires à entamer dans le monde pour 2020, particulièrement dans les pays en voie de développement. Dans ces pays, «les percées ne naissent pas de nouveaux médicaments spectaculaires, a affirmé la Dre Margaret Chan, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé. Les vraies percées surviennent quand la recherche démontre comment utiliser les outils existants et les adapter pour qu'ils soient efficaces dans des milieux pauvres en ressources.»

À Montréal en 2012

Après Genève, cette année, et Beijing, en 2010, l'UICC a choisi Montréal pour accueillir la conférence internationale sur le Cancer, en 2012. La Fédération québécoise du cancer pilotera l'événement. Michel Gélinas et Daniel Cauchon, respectivement fondateur et vice-président exécutif, se sont rendus à Genève cette semaine afin de se préparer à accueillir les quelques milliers de scientifiques et de décideurs du monde entier. L'annonce officielle et le dévoilement du comité scientifique sont prévus pour septembre.

Le Devoir

La rentrée ce n'est pas la fin des chantiers

Conscient des inconvénients occasionnés par la poursuite des travaux routiers, Transports Québec vous invite à planifier vos déplacements. Donc, lorsque cela est possible, partez plus tôt, utilisez le covoiturage ou les transports collectifs. Le MTQ et ses travailleurs vous en remercient.

Principaux chantiers à surveiller aux heures de pointe dans la région de Montréal

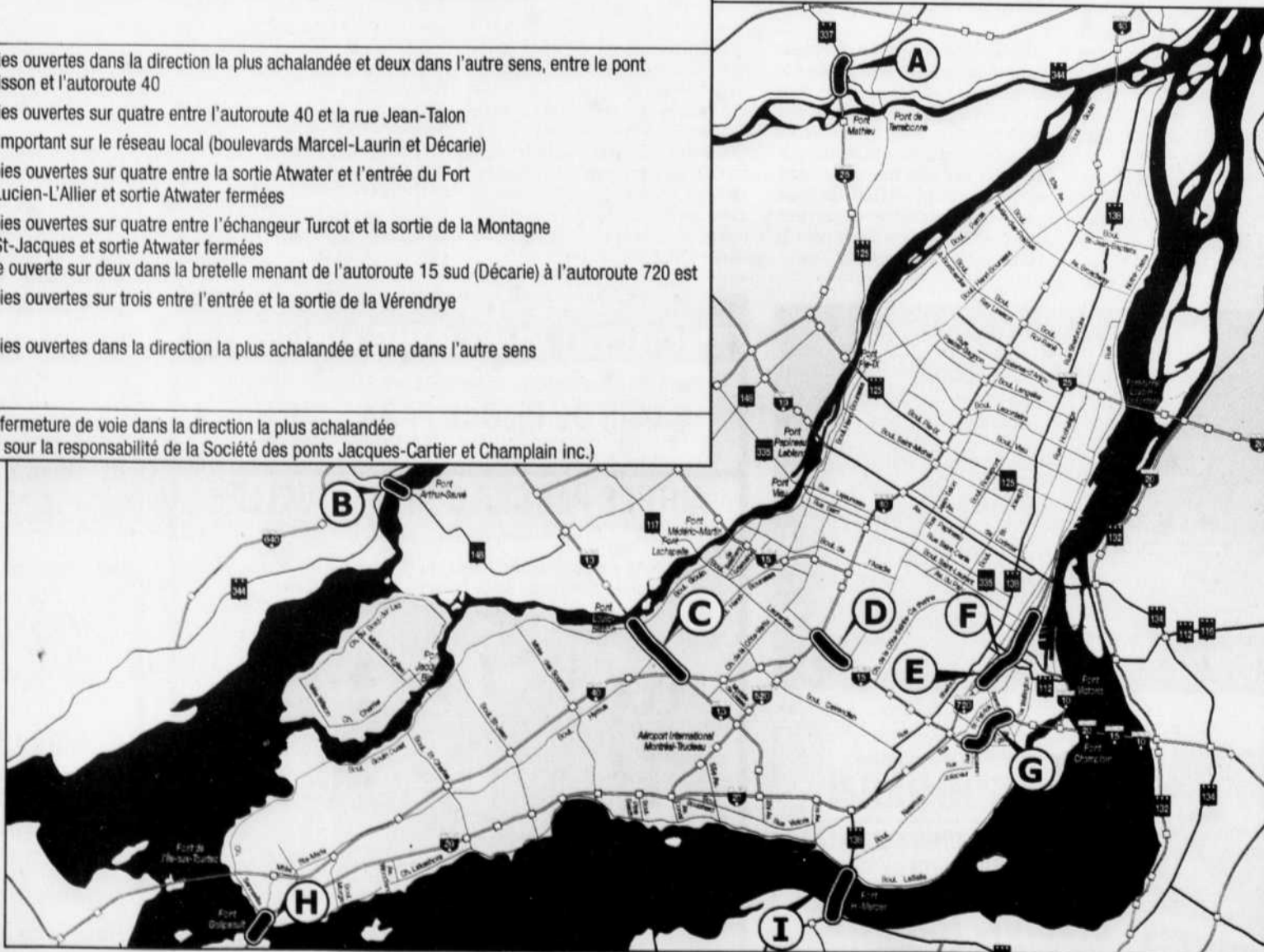
Rive-Nord / Laval	
(A) Autoroute 25 à Terrebonne	- Maintien de deux voies dans les deux directions avec déviation de voies (au-dessus de la route 337) - Trois voies ouvertes dans la direction la plus achalandée et deux dans l'autre (pont Lepage)
(B) Pont Arthur-Sauvé	- Deux voies ouvertes dans la direction la plus achalandée et une dans l'autre sens
Montréal	
(C) Autoroute 13	- Trois voies ouvertes dans la direction la plus achalandée et deux dans l'autre sens, entre le pont Louis-Bisson et l'autoroute 40
(D) Autoroute 15 (Décarie) direction sud	- Trois voies ouvertes sur quatre entre l'autoroute 40 et la rue Jean-Talton - Impact important sur le réseau local (boulevards Marcel-Laurin et Décarie)
(E) Autoroute 720 direction ouest	- Deux voies ouvertes sur quatre entre la sortie Atwater et l'entrée du Fort - Entrée Lucien-L'Allier et sortie Atwater fermées
(F) Autoroute 720 direction est	- Deux voies ouvertes sur quatre entre l'échangeur Turcot et la sortie de la Montagne - Entrée St-Jacques et sortie Atwater fermées - Une voie ouverte sur deux dans la bretelle menant de l'autoroute 15 sud (Décarie) à l'autoroute 720 est
(G) Autoroute 15 direction nord	- Deux voies ouvertes sur trois entre l'entrée et la sortie de la Vérendrye
(H) Pont Galipeault	- Deux voies ouvertes dans la direction la plus achalandée et une dans l'autre sens
Rive-Sud	
(I) Pont Honoré-Mercier	- Aucune fermeture de voie dans la direction la plus achalandée (travaux sous la responsabilité de la Société des ponts Jacques-Cartier et Champlain inc.)

Pour plus d'information, consultez la page d'accueil du MTQ au www.mtq.gouv.qc.ca

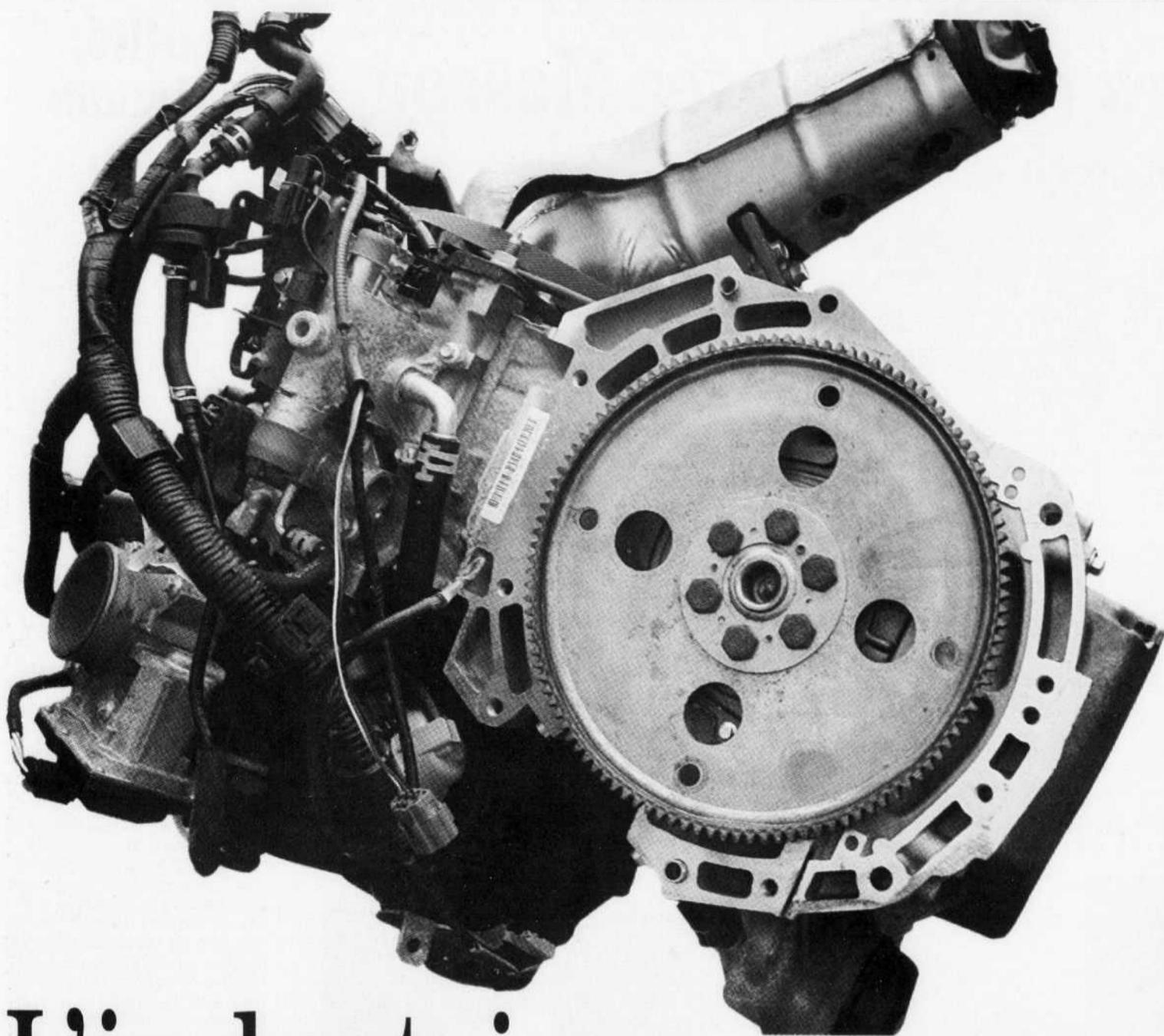
DES FONDATIONS POUR RÉUSSIR

Info routière.qc.ca
1 888 355#0511

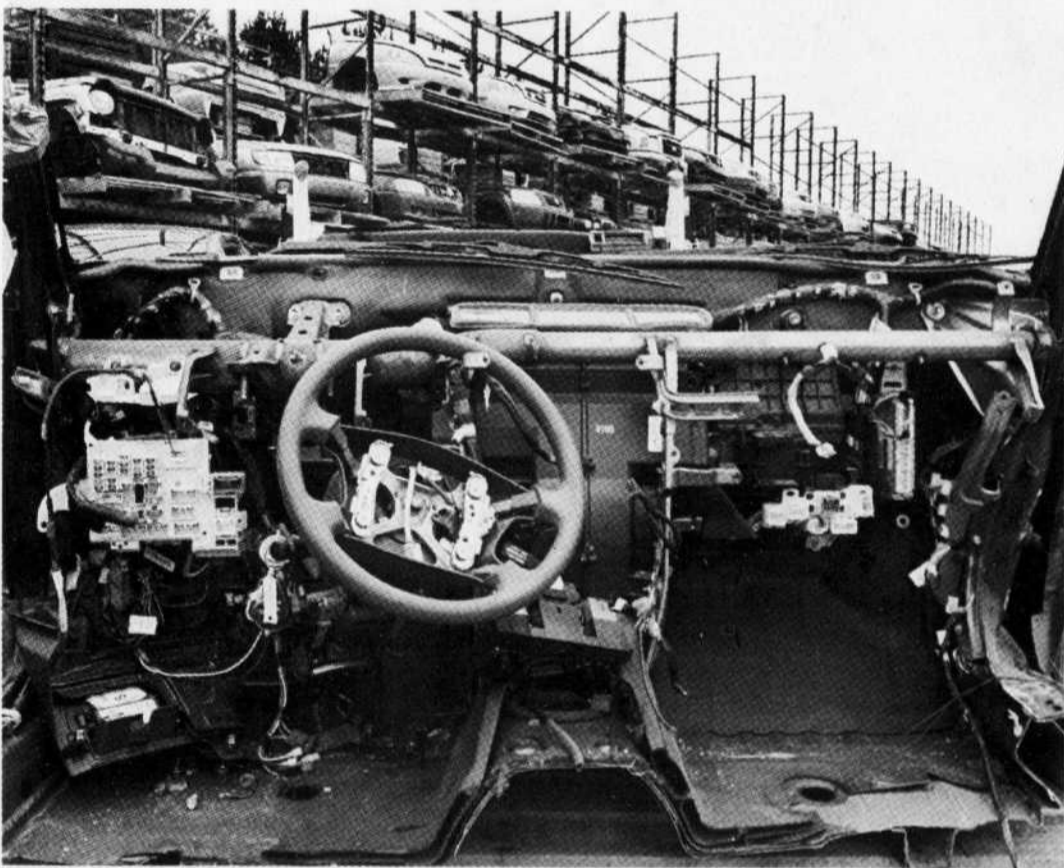
Transports Québec



DOSSIER



L'industrie des pièces se recycle



PHOTOS: JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Longtemps perçus comme les moutons noirs de l'industrie automobile, les centres de pièces usagées ont décidé de se refaire une image en misant sur... l'environnement. Comment? En faisant valoir qu'on ne peut continuer d'envoyer des résidus de voitures au dépôt municipal.

FRANÇOIS DESJARDINS

Victime d'un voisin maladroît, la portière de ma voiture venait à peine d'être remplacée que déjà il y avait quelque chose. Le cadre qui entoure la fenêtre n'était pas tout à fait du même ton de noir que celui de la portière arrière. Le travail de peinture aurait pu être mieux fait. Mais d'abord, une question: «D'où vient la portière, au juste?», ai-je demandé au carrossier. «Laval. C'est une portière usagée, c'est moins cher», a-t-il répondu.

En fait, elle venait peut-être de Toronto. Ou de Calgary. Ou des États-Unis. Dans bien des cas, l'industrie des pièces usagées n'a plus rien à voir avec les idées préconçues qu'on pourrait entretenir. Pour obtenir sa matière première — des véhicules accidentés qui ne roulent plus —, elle ratisse les encans spécialisés sur Internet. Pour assurer son expansion, elle s'inscrit en Bourse.

Et pour élargir sa clientèle, elle

s'est donné une image toute fraîche: le respect de l'environnement.

L'ironie est forte. Les cours à scrap qui meublent l'imaginaire collectif — des vieilles minoues sans pneus qui rouillent paisiblement sur un terrain vague, dans un parfum d'huile et de choses louches — existent toujours. Mais depuis un an, certains acteurs de l'industrie — de véritables PME qui n'en peuvent plus d'être perçus comme des hors-la-loi — tentent de reconstruire sa réputation. Non seulement l'achat d'une pièce usagée coûte moins cher que pour la neuve, disent-ils, mais le geste a même une valeur écologique.

«Les yeux des gouvernements sont levés vers le ciel, vers les gaz à effet de serre», dit Simon Matte, qui dirige l'Association des recycleurs de pièces d'autos et de camions (ARPAC), fondée dans les années 70. «Mais si on regarde par terre, c'est plein de matières résiduelles, de carcasses d'automobiles.»

L'attrait du neuf

Les Québécois ont le neuf. En 2007 seulement, ils ont acheté

413 000 voitures et camions chez le concessionnaire, selon Statistique Canada. À l'autre bout du cycle de vie, naturellement, il y a les véhicules qui quittent la route. On peut réutiliser une bonne partie de leurs pièces, mais pas toutes. Les tissus, par exemple, se retrouvent un jour au dépôt. Tout comme les plastiques, broyés puis utilisés comme matière de remblaiement entre deux couches de déchets domestiques. Vous avez bien lu.

«Les yeux des gouvernements sont levés vers le ciel et les gaz à effet de serre. Mais si on regarde par terre, c'est plein de matières résiduelles.»

«On enterre chaque année l'équivalent de 250 000 véhicules», dit M. Matte. «C'est épouvantable, un gros stationnement. On a récemment fêté le 100^e anniversaire de l'automobile, mais il n'y a jamais eu de grand questionnement à ce sujet-là.» Ou du moins, pas en Amérique du Nord.

La situation ne serait pas aussi inquiétante si les cinq sites d'enfouissement de déchets domestiques de la région de Montréal, par exemple, étaient au début de leurs activités. C'est loin d'être le cas: ils se remplissent si rapidement qu'il faut déjà penser à les agrandir.

«Les capacités d'enfouissement autorisées pour ces sites seront at-

teintes d'ici quelques années et l'augmentation de leurs capacités pourrait se heurter à la désapprobation de la population», a écrit en novembre 2007 la Communauté métropolitaine de Montréal. Et le 28 juillet dernier, un rapport très attendu du Bureau des audiences publiques en environnement au sujet du dépôt de Lachenaie — le plus gros de la région métropolitaine — a de nouveau illustré le problème parfaitement.

Les recycleurs de pièces, donc, croient qu'ils ont un rôle à jouer. Sur les 540 entreprises qui possèdent un permis de recyclage auprès de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), l'ARPAC en représente 85. L'essentiel de leur travail se fait dans l'ombre, à l'écart du grand public: les recycleurs achètent des véhicules accidentés auprès des assureurs et dans les encans, les déconstruisent et revendent les pièces à des carrossiers, des ateliers mécaniques, etc.

Il y a un an, pour améliorer leur visibilité, ils ont décidé de changer d'image.

Adopté en assemblée générale, le nouveau logo est constitué des trois rubans verts à demi-tours (comme celui qui désigne le recyclage), surimposés de l'acronyme ARPAC et des mots «Partenaire de la planète». L'ancien logo était beige et bourgogne. «Il avait un peu des coneurs d'huile à transmission usée», reconnaît Simon Matte.

Le grand public

L'ARPAC, dit-il, a travaillé avec le ministère de l'Environnement dans les années 90 sur les bonnes pratiques pour le recyclage des véhicules hors d'usage. L'association travaille aussi avec Recyc-Québec.

«Mais là, on s'est dit qu'il fallait une approche plus axée sur la clientèle. On était connus des camionneurs, des garages, etc. Mais

«Ce n'est pas une cour à scrap ici», avertit Philippe Fugère, vice-président chez Lecavalier, un des plus gros centres au Québec avec ses établissements à Sainte-Sophie et à Saint-Jean-sur-Richelieu. L'affiche au bord de la route 158 porte la mention «Recyclage» depuis au moins 30 ans. «Ce qu'on vend, ce n'est pas de la scrap. Ce sont des

au cours des 35 dernières années, on ne s'était jamais affichés au grand public», dit M. Matte. Bref, le logo devait servir à faire comprendre que les centres de recyclage ne sont pas des cours à scrap.

Sachez, d'ailleurs, que l'expression n'est pas appréciée.

«Ce n'est pas une cour à scrap

Les Québécois adorent le neuf. En 2007 seulement, ils ont acheté 413 000 voitures et camions chez le concessionnaire, selon Statistique Canada.

Les gouvernements nord-américains sont beaucoup moins sévères qu'en Europe, où la loi exige des constructeurs automobiles que leurs produits soient recyclables à 85 %.

On enterre chaque année l'équivalent de 250 000 véhicules.



pièces recyclées», dit-il en cognant légèrement sur la table. «On donne une nouvelle vie à un véhicule accidenté qui ne roule plus, qui n'est plus utile.»

Cette notion de «nouvelle vie», ou de réemploi, figure très haut dans le palmarès des gestes écologiques, dit Coralie Deny, chargée de projet au Conseil régional de l'environnement de Montréal. «Si on peut redonner une deuxième vie à ce qui entre dans la construction d'une voiture, c'est tout à fait positif», dit-elle.

Le problème d'enfouissement est réel, et le fait d'envoyer au dépôt des résidus de voiture n'aide pas, dit M. Deny. «De toute évidence, les recycleurs de pièces voient un intérêt à faire valoir un argument supplémentaire, qui est celui de l'environnement. Cet argument est de plus en plus retenu par la population, et c'est compréhensible qu'ils s'en servent.»

Entre recycler et jeter

La quantité de résidus qui se retrouvent dans les sites d'enfouissement est énorme. Par exemple, le poids des véhicules qui sont passés par les déchiqueteurs d'automobiles québécois en 2006 s'est chiffré à 687 000 tonnes métriques. Là-dessus, il y avait 232 000 tonnes de matière résiduelle non recyclée.

«C'est donc dire que 66 % de votre véhicule peut être réutilisé», dit Simon Matte. Outre les pièces, cela comprend les pneus, les huiles, le métal, etc. Mais le reste, soit 34 % de la voiture, est constitué de plastiques, de matériaux composites, de tissus. D'autres évaluations situent ce taux à 20 ou 25 %. Quelle que soit la quantité, l'industrie a un mot pour cette matière: le fluff. «Ça s'en va dans les dépotoirs, ajoute-t-il. Je ne conseillerais à personne d'épandre ça autour de sa piscine.»

Cette réalité est mal connue. «À l'acheteur d'une voiture neuve qui se départ de son ancienne, je demanderais: "À quel endroit voulez-vous qu'on vous livre le 34 % de votre ancien véhicule qui ne sera pas réutilisé? Dans des boîtes pour votre sous-sol? Dans votre cour?" C'est un peu ça», dit M. Matte.

Une partie du problème vient du fait que certaines parties de la voiture prennent plus de temps à déconstruire, en raison de la complexité de l'assemblage et de la variété des matériaux. Question d'argent, donc: le coût de tout balancer vers le dépôt est inférieur au coût d'un employé qui devrait s'atteler à la tâche.

Volonté politique

L'autre partie vient des gouvernements nord-américains qu'en Eu-

rope, où la loi exige des constructeurs automobiles que leurs produits soient recyclables à 85 %. D'ici 2015, l'objectif est de 95 %.

«Malheureusement, les industries nord-américaines n'ont pas les obligations qu'ont, par exemple, les constructeurs de voitures allemands, dit Coralie Deny. Avec les règlements et les directives, ceux-ci en sont venus à fabriquer des véhicules dont tout peut être séparé.»

L'hypothèse la plus répandue pour expliquer l'absence de réglementation ici, c'est que les gens s'imaginent encore que l'espace est illimité. Le coût de l'enfouissement d'une tonne de déchets, au Québec, tourne autour de 50 \$ seulement, dit Mme Deny. Alors qu'en France ou en Allemagne, il dépasse les 110 \$.

En 2006, un plan d'action québécois a été mis sur pied par la Table de concertation sur l'environnement et les véhicules routiers, coordonnée par Recyc-Québec. Outre l'ARPAC, cette Table regroupe notamment l'Association canadienne des constructeurs de véhicules, la Corporation des carrossiers professionnels du Québec, la Corporation des concessionnaires automobiles et le CAA-Québec.

«Il existe au Québec un guide administratif de dépollution et de gestion efficace des véhicules hors d'usage, mais aucune réglementation formelle n'est en vigueur», peut-on lire dans le plan 2006-07. Parmi les objectifs figuraient entre autres la collecte de données fiables sur la récupération des pièces et l'évaluation des perspectives d'amélioration pour la réutilisation des pièces et du fluff.

Pour l'instant, les lois nord-américaines ne bougent pas beaucoup. L'hébreu est à l'étude, à la réflexion. Recyc-Québec, de son côté, est en train de terminer un portrait de la situation. Et à la SAAQ, on indique que plusieurs discussions sont en cours, notamment sur le fait que l'octroi d'un permis de recyclage de pièces n'est pas arrivé à une exigence de suivre les recommandations du ministère de l'Environnement.

Verra-t-on un jour des lois qui obligent les constructeurs de voitures nord-américaines à être entièrement recyclables? Le ministère québécois de l'Environnement, pour l'instant, a son Guide en bref à l'intention des recycleurs de véhicules hors d'usage. Il en faudra plus, non seulement au niveau gouvernemental, mais à l'échelle nord-américaine, avec les grands constructeurs. Simon Matte a déjà une idée sur ce qui devrait être la norme. «Tout ce qui entre dans le centre de recyclage devrait en ressortir.»

Le Devoir

LE MONDE

Conflit géorgien

Tbilissi rompt ses relations avec Moscou

«Les diplomates russes vont devoir quitter la Géorgie»

Tbilissi — Le gouvernement géorgien a annoncé hier rompre ses relations diplomatiques avec Moscou, qui, sous le feu des critiques occidentales et à trois jours d'un sommet européen sur la Géorgie, a affirmé respecter les engagements de l'accord de cessez-le-feu.

«Nous n'avons plus de relations diplomatiques avec la Russie [...] Selon la convention de Vienne, dans de tels cas, les diplomates russes vont devoir quitter la Géorgie», a déclaré à l'AFP le vice-ministre géorgien des Affaires étrangères, Grigol Vachadzé.

Il a ajouté que Moscou serait notifié officiellement de cette décision, précisant que «les relations consulaires» seraient maintenues.

Depuis Stockholm, la chef de la diplomatie géorgienne, Eka Tkechelachvili, a indiqué qu'il aurait été «maladroit» de maintenir des relations diplomatiques avec la Russie après qu'elle a reconnu l'indépendance des républiques séparatistes géorgiennes d'Ossétie du

Sud et d'Abkhazie.

La ministre a ajouté que cette mesure était «temporaire» et que Tbilissi verrait «quand et comment» les relations seraient rétablies après la fin de ce qu'elle a appelé «l'occupation» de la Géorgie, où Moscou maintient des positions avancées en plus de forces en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Sur le front diplomatique, Moscou a vertement critiqué la décision du G7 de condamner la reconnaissance par la Russie de l'indépendance des républiques séparatistes géorgiennes.

Parti pris

La diplomatie russe a jugé que ses collègues du groupe des pays les plus industrialisés avaient adopté une mesure qui «a un caractère de parti pris et vise à justifier les actes agressifs de la Géorgie», assurant aussi avoir «rempli tous les six points» de l'accord de cessez-le-feu.

Les chefs de la diplomatie des sept pays les plus industrialisés (Canada, Japon, France, Allemagne, Ita-

lie, Grande-Bretagne et États-Unis) avaient condamné mercredi la position russe dans son conflit avec la Géorgie.

Le président du Parlement d'Ossétie du Sud a pour sa part annoncé vendredi la signature d'un accord mardi sur la présence de bases militaires russes dans ce territoire séparatiste géorgien.

De passage à Tbilissi, des parlementaires belges, devant remettre un rapport à la présidence française de l'Union européenne, ont estimé que la «crédibilité» du président russe Dmitri Medvedev était en jeu, ce dernier ayant signé l'accord d'arrêt des hostilités, sans toutefois selon eux le respecter.

Un escarmouche diplomatique intervient alors que lundi, à Bruxelles, doit se tenir un sommet extraordinaire de l'UE sur la situation en Géorgie, censé déboucher sur une position commune concernant l'attitude à adopter face à la Russie.

Une source à l'Élysée a cepen-

dant indiqué que la question de l'adoption de sanctions contre Moscou n'était pas à l'ordre du jour.

«Nous sommes toujours en phase de dialogue avec Moscou», a indiqué ce responsable, soulignant que «l'heure des sanctions n'[était] certainement pas venue».

Cette information contredit les propos de la veille du ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner.

De son côté, la diplomatie russe a dit espérer que «la raison l'emportera sur les émotions» au sein de l'UE, tout en rejetant les critiques formulées par l'OTAN sur la reconnaissance des indépendances abkhazes et ossètes.

Une délégation géorgienne dirigée par le premier ministre Lado Gourguénidzé sera à Bruxelles lundi, jour du sommet de l'UE.

«La Géorgie s'attend à ce que ce sommet de l'UE lui apporte une aide politique et économique», a expliqué le ministre géorgien de la Réintégration des régions séparatistes, Te-

mour Iakobachvili. Il a cependant refusé de se prononcer sur l'opportunité d'adopter des sanctions contre la Russie.

Moscou s'est voulu rassurant sur ses relations économiques avec l'Occident, Dmitri Peskov, le porte-parole du premier ministre russe Vladimir Poutine, affirmant que la Russie restera «un fournisseur sûr» de ressources énergétiques en dépit des tensions provoquées par la crise géorgienne.

Au Conseil de sécurité de l'ONU, une nouvelle réunion sur la Géorgie, la sixième en trois semaines, n'a donné lieu jeudi à aucune décision concrète.

Moscou avait échoué jeudi à obtenir un soutien clair à ses actions en Géorgie auprès de ses partenaires de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS - Russie, Chine, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizistan), relevait vendredi la presse russe.

Agence France-Presse

Un allié, le Hamas

LORRAINE MILLOT

La Russie s'est trouvée un allié, le Hamas, pour soutenir sa reconnaissance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, les deux provinces géorgiennes qui ont fait sécession avec son aide. «Nous comptons sur le fait que la décision de Moscou sera un précédent pour la reconnaissance des peuples qui luttent pour la liberté et la justice!», a salué le porte-parole de l'organisation islamiste et terroriste palestinienne, Ayman Taha, dans un communiqué posté en russe sur le site du mouvement.

Pour le reste, soumise à un nouveau feu de critiques et de condamnations occidentales, la diplomatie russe s'est lancée dans une quête assez laborieuse de partenaires qui l'accompagneraient dans son aventure géorgienne.

Au sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui réunit la Russie, la Chine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan, Dmitri Medvedev a réussi hier à faire adopter une déclaration «soutenant le rôle actif de la Russie dans les opérations de paix et la coopération dans la région».

Même ces amis asiatiques et ex-soviétiques de la Russie se sont pourtant bien gardés de la suivre sur la route du séparatisme. Au contraire, la Chine a de nouveau exprimé sa «préoccupation au sujet des derniers développements de la situation en Ossétie du Sud et en Abkhazie», par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Qin Gang.

Une ironie funèbre veut que l'organisation de Shanghai, lors de sa fondation, en 2001, se destinait justement à lutter contre le terrorisme et le séparatisme...

«La politique russe en Géorgie ne fait certainement pas peur à la Chine ou à l'Inde [observateur à l'OCS, ndr], les pays les plus importants de cette organisation, car ils sont coutumiers de ce genre de méthodes, au Tibet ou au Cachemire», décrypte Dmitri Trenine, directeur-adjoint du centre Carnegie de Moscou. De là à se charger des problèmes russes et à donner de nouvelles munitions à leurs propres séparatistes, il y a un abîme que personne n'est pressé de franchir. La crise actuelle illustre bien le fait que la diplomatie russe ces dernières années a préféré s'époumoner contre l'OTAN, qui «se rapproche» au point de «l'encercler», plutôt que de souder sa propre coalition d'alliés, fiables en toutes circonstances.

L'organisation de Shanghai, dont la Russie envisageait ces dernières années de faire un «contre-OTAN» face à l'influence américaine en Asie centrale, ressemble encore à un club de discussion (le «club des dictateurs», persiflent les mauvais esprits), avec quelques programmes d'entraînement antiterroriste ou de lutte contre le trafic de drogue.

«Mais son rôle pourrait se développer», estime Dmitri Trenine. Comme toujours lorsqu'elle a un souci à l'Ouest, la Russie va davantage se tourner vers l'Est. Et d'ailleurs, elle n'a pas vraiment besoin d'alliés militaires. Elle a besoin de partenariat politique et économique, pour lequel les pays de Shanghai peuvent être d'un grand soutien. La Chine pourrait bien être «le seul joueur qui ressort vraiment gagnant du conflit noué en Géorgie entre la Russie et l'Occident», concluait hier le quotidien russe *Kommersant*, rappelant comment Pékin a multiplié les contrats économiques avec l'Ouzbékistan et le Tadjikistan dernièrement. «La Chine a beaucoup d'opportunités économiques à offrir à nos partenaires d'Asie centrale», confirme l'analyste Alexandre Kononov.

Libération

EN BREF

Olmert encore interrogé

Jérusalem — La police israélienne a interrogé le premier ministre Ehoud Olmert pour la septième fois hier, dans le cadre de l'une des enquêtes le visant pour corruption. Le porte-parole de la police, Micky Rosenfeld, a précisé que le chef du gouvernement avait été entendu pendant deux heures et demie au sujet d'une maison qu'il a achetée à Jérusalem avant de devenir premier ministre. Il est soupçonné d'avoir reçu la maison en échange de son soutien à un projet de construction dans la ville sainte lorsqu'il en était maire. La police soupçonne que des permis de construire irréguliers ont été accordés. Micky Rosenfeld a ajouté que l'épouse d'Olmert, Aliza, avait également été interrogée, pour la première fois, dans le cadre de ces enquêtes. Olmert se défend d'avoir jamais mal agi dans ces affaires. Il a annoncé à la fin de juillet qu'il démissionnerait pour se consacrer à sa propre défense, dès que son successeur à la tête du parti Kadima aura été élu, en septembre. — AP

L'Inde secouée par ses démons religieux

PIERRE PRAKASH

Environ 30 000 écoles catholiques ont fermé leurs portes hier à travers toute l'Inde pour protester contre la flambée de violences antichrétiennes qui secouent depuis le début de la semaine l'Etat d'Orissa, dans l'est du pays. Au moins treize personnes ont été tuées et des centaines de maisons et d'églises incendiées dans cette région reculée.

Terrorisés, des milliers de villageois ont fui leurs habitations pour se réfugier dans les forêts environnantes ou devant les commissariats, de peur d'être pris pour cible par des foules d'hindous déchaînés. D'après les autorités locales, près de 5000 personnes auraient également trouvé un abri précaire dans des camps de réfugiés improvisés à la hâte.

C'est l'assassinat de Swami Laxmanananda Saraswati, un dignitaire local hindou, il y a une semaine, qui a provoqué le début des violences. Bien que la police ait attribué l'attaque à la guérilla maoïste, très active dans la région, les partisans du leader hindou s'en sont immédiatement pris à la minorité chrétienne.

Swami Laxmanananda était connu pour sa campagne de «reconversion» des chrétiens — d'origine tribale ou intouchable — à l'hindouisme, un sujet qui fait depuis longtemps l'objet de vives tensions entre les deux communautés dans cette région. Bien que les chrétiens ne représentent que 2,3 % des 1,1 milliard d'Indiens, ils constituent en Orissa 20 % de la population, notamment en raison des conversions opérées par les missionnaires au sein des populations tribales. Les hindous les accusent de duper, voire d'acheter les plus démunis pour qu'ils embrassent le christianisme.

Les chrétiens rétorquent que les candidats se convertissent volontairement afin d'échapper à la discrimination du système des castes.

Les partisans de Swami Laxmanananda sont persuadés que des chrétiens ont perpétré son assassinat. Lundi dernier, les nationalistes hindous ont appelé à un mouvement de protestation. Depuis, malgré le déploiement de milliers de policiers et le couvre-feu imposé dans une dizaine de villes, les affrontements n'ont cessé de s'étendre. Hier, ce couvre-feu a cependant été suspendu pendant dix heures, les autorités locales affirmant que la situation était désormais maîtrisée.

Ces violences interconfessionnelles ne sont pas nouvelles en Orissa: en 1999, des extrémistes hindous avaient brûlé vif un pasteur australien et ses deux fils de huit et dix ans dans leur voiture.

Le soir de Noël, l'année dernière, une dizaine d'églises avaient été attaquées dans le district de Kandhamal, là même où ont éclaté les violences des derniers jours.

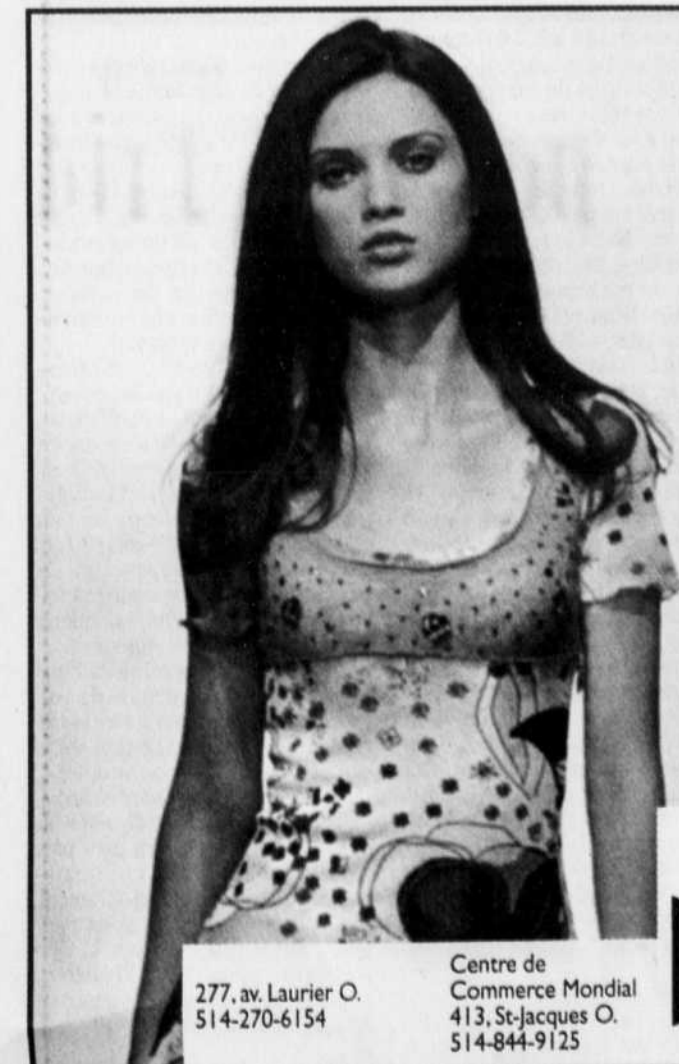
Libération

COUPABLE? «JE REFUSE DE ME PRONONCER!»



REUTERS

L'ANCIEN chef politique des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic a refusé hier d'annoncer s'il plaiderait coupable ou non des accusations de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide, devant le Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie. «Conformément à ce que j'ai dit auparavant, je refuse de me prononcer», a déclaré Radovan Karadzic alors que le juge britannique Iain Bonomy lui déclarait le premier des 11 chefs d'accusation retenus contre lui pour son rôle dans la guerre de Bosnie. M. Bonomy lui a alors demandé s'il avait l'intention de donner la même réponse pour l'ensemble des charges qu'il s'appropriait à lui soumettre. L'accusé a répondu par l'affirmative. «Dans ce cas, je plaide non coupable en votre nom, sur la totalité de l'acte d'accusation», comme le prévoit la procédure, a conclu le juge. Karadzic a expliqué qu'il ne plaiderait que lorsqu'il aurait connaissance de l'acte d'accusation définitif, précisant qu'il n'avait pas encore fini la composition de l'équipe qui l'assistera en dehors de la salle d'audience. Il est considéré comme le cerveau du «nettoyage ethnique» lancé, avec l'appui de Belgrade selon le procureur du TPI, contre les Musulmans et Croates durant la guerre de Bosnie (1992-1995), et ayant fait 10 000 morts et 2,2 millions de déplacés. — AFP

277, av. Laurier O.
514-270-6154Centre de
Commerce Mondial
413, St-Jacques O.
514-844-9125SOLDES 60%
JUSQU'ÀSHIRT PASSION
CONVERSE
RAMOSPORT
KALI ORÉA
NORMA KAMALI
TOMBOLINI
QUI
BANDOLERA
VERTIGO
YUKATHIERRY MUGLER
REPORTER
NAVIGARE
TORRAS
TARENTINO
TOMBOLINI
CANTARELLI SARTORIA
FABIO INGHIRAMI
ETC.dolce & gabbana
DOLCE & GABBANA
UOMOCentre de
Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-79995107, av. du Parc
(angle Laurier)
514-277-7558

LE MONDE

Campagne présidentielle américaine

À peine intronisé, Obama reprend son bâton de pèlerin

CÉLINE LOUBETTE

Pittsburgh — Le candidat démocrate à la présidentielle américaine, Barack Obama, est passé sans transition hier d'un stade géant plein à craquer à des réunions plus intimes dans des États industriels en déclin, reprenant sa campagne de terrain pour tenter de séduire les «cols bleus».

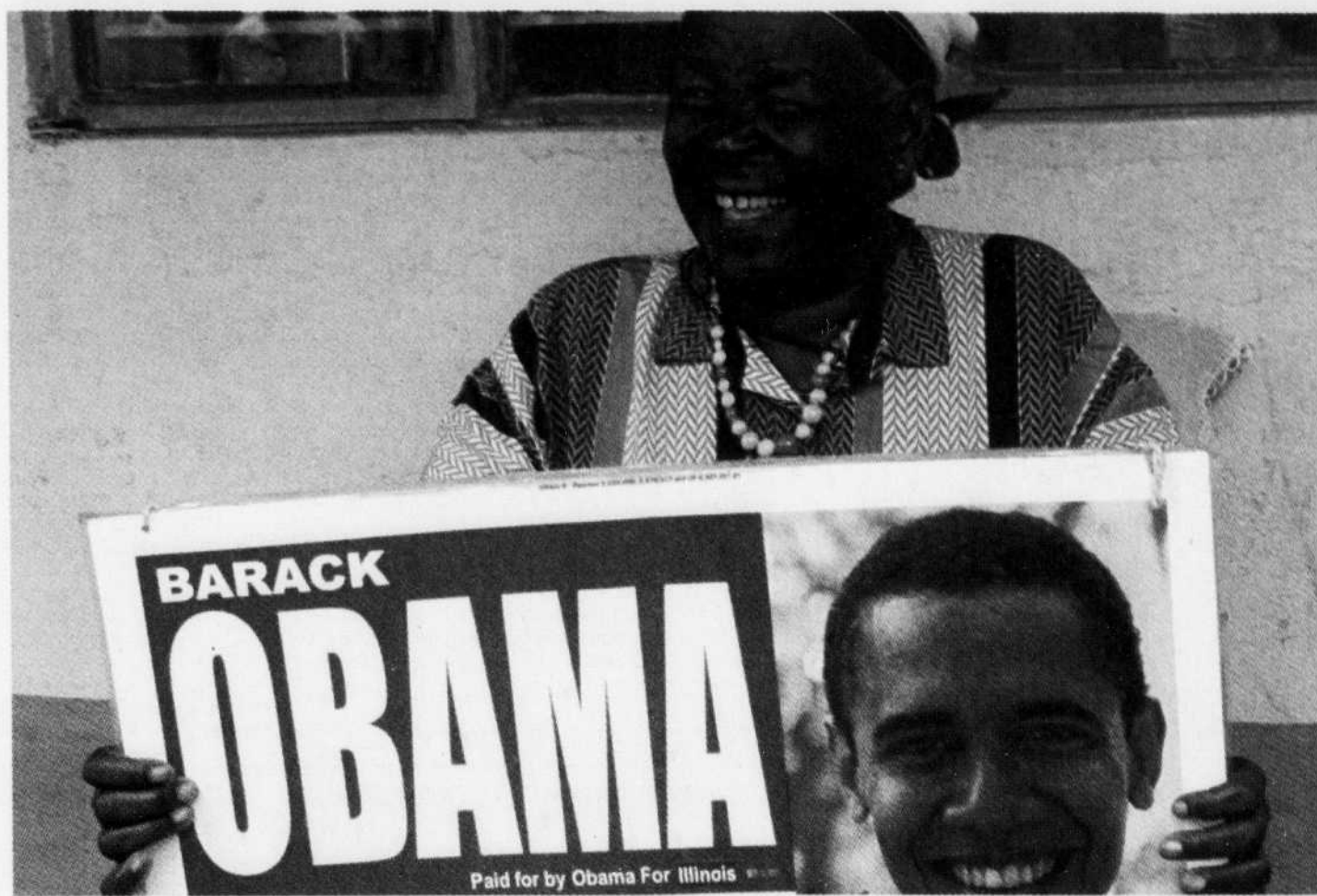
M. Obama a été au centre de toutes les attentions jeudi en prononçant son discours d'acceptation devant quelque 85 000 personnes réunies à Denver au dernier jour de la convention démocrate.

Mais hier, les regards se sont tournés vers son adversaire républicain John McCain, qui a créé la surprise en choisissant comme colistière une jeune femme peu connue du grand public, la gouverneure d'Alaska Sarah Palin.

M. Obama, reprenant son bâton de pèlerin, a décidé de partir en campagne dans plusieurs États qui pourraient faire basculer la présidentielle du 4 novembre, à commencer par la Pennsylvanie hier, avant l'Ohio ce week-end.

Il voyagera en bus en compagnie de son colistier, Joe Biden, et de leurs épouses respectives, Michelle Obama et Jill Biden, pour aller à la rencontre des électeurs et répondre notamment à leurs questions sur l'économie, selon l'équipe de campagne du candidat démocrate.

La Pennsylvanie, où M. Obama ne restera qu'une demi-journée, dans la région de Pittsburgh, tout comme l'Ohio et le Michigan, où cette mini-tournée conjointe doit s'achever lundi, sont des États de la «rust belt» (la «ceinture de la rouille»), durement touchés par les



Sarah Hussein Obama, la grand-mère du candidat démocrate à la présidentielle américaine, tenait fièrement hier le portrait de son petit-fils, à l'entrée de Kogelo, son village dans l'ouest du Kenya.

restructurations industrielles et la concurrence des pays asiatiques.

L'économie reste le premier sujet de préoccupation des Américains,

et les interrogations concernant la croissance et l'inflation sont plus fortes que jamais, dans le sillage de la crise financière et de la hausse

des prix pétroliers. M. Obama, auquel on attribue généralement une meilleure capacité à résoudre les problèmes économiques que M.

McCain, devra cependant convaincre des «cols bleus» qui lui ont préféré sa rivale, Hillary Clinton, au cours des primaires démocrates.

M. Obama avait largement labouré le terrain en Pennsylvanie avant la primaire du 20 avril, s'essayant même maladroitement au bowling, mais sans succès. Ses propos en mars sur l'amertume des classes populaires lui avaient valu une volée de bois vert.

Il avait alors estimé que les classes populaires, désespérant d'un quelconque secours économique de Washington, avaient tendance à s'accrocher «aux armes, à la religion, à un sentiment anti-immigration ou anticommerce pour exprimer leur frustration».

Le soutien de M. Biden pourrait lui être particulièrement précieux en Pennsylvanie, État dont il est originaire et où il reste populaire. M. Biden, sénateur du Delaware, que le camp de M. Obama a surnommé le «troisième sénateur de Pennsylvanie», a des racines ouvrières et est né à Scranton, dans le nord-est de l'État, ancienne ville minière et centre métallurgique.

M. Obama devrait aussi décliner les thèmes de son discours de jeudi soir, dans lequel il a accusé John McCain de ne pas connaître la vie des Américains et promis notamment de «réduire les impôts pour 95 % des foyers de gens qui travaillent».

Selon une moyenne de sondages publiés par le site indépendant RealClearPolitics, les écarts sont faibles dans les intentions de vote entre Barack Obama et John McCain dans le Michigan (46 % pour Obama, 41,7 % pour McCain), la Pennsylvanie (47,4 % pour Obama, 44,5 % pour McCain) et l'Ohio (44,5 % pour McCain, 43,3 % pour Obama).

Agence France-Presse

Un troisième référendum bolivien

La Paz — Abandonnant les tentatives de dialogue avec l'opposition, le président socialiste bolivien, Evo Morales, a décidé de passer en force en convoquant début décembre un nouveau référendum pour approuver une nouvelle Constitution, qualifiée par les libéraux d'«indigéniste et étatiste».

Premier chef d'État d'origine indienne, Evo Morales a convoqué jeudi soir par décret un référendum pour le 7 décembre prochain, afin d'approuver son projet de Constitution destinée à «refonder la Bolivie» et à «consolider le processus de changement».

Fort de ses 67 % au référendum révocatoire du 10 août dernier, M. Morales a décidé de délaissier les tentatives de négociations avec les cinq gouverneurs de régions farouchement opposés à ce projet de Constitution. L'opposition avait demandé mercredi une intervention de l'OEAA (Organisation des États américains) et de l'Église catholique pour organiser un dialogue en Bolivie, le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud. Le gouvernement ne souhaite pas de médiation de l'Union européenne ou d'autres pays, explique-t-on de sources diplomatiques à La Paz.

Les gouverneurs de Santa Cruz (est) et de Tarija, les régions les plus riches du pays, ainsi que ceux de Pando et Beni, au Nord, et de Chuquisaca (centre), exigent notamment l'évolution de l'impôt sur les hydrocarbures (IDH) que le gouvernement a affecté aux retraites des personnes âgées.

«Evo Morales a abandonné son attitude conciliante qu'il avait au lendemain du référendum», a déclaré à l'AFP le sociologue Franck Poupeau, chercheur de l'IFEA (Institut français d'études andines) basé à La Paz, ajoutant que «ce n'est pas trop dans les mœurs boliviennes de faire appel à l'extérieur pour négocier».

Le président a convoqué conjointement un second référendum lié au dossier sensible de la réforme agraire afin de fixer la taille maximum des grandes exploitations agricoles de Bolivie (10 millions d'habitants) à 5000 ou 10 000 hectares. Cette «loi sur les terres, les propriétaires terriens ne peuvent l'accepter, ce serait un trop gros coup dur porté à leur pouvoir local», note M. Poupeau. Les grands propriétaires de Santa Cruz ou de Beni, qui possèdent parfois des dizaines de milliers d'hectares de soja, seront particulièrement touchés par cette nouvelle réforme agraire qui devrait figurer dans la nouvelle Constitution. Autre point en litige: la place des autonomies. Les gouverneurs de régions veulent imposer dans la Constitution un statut d'autonomie le plus large possible, ce que refuse le gouvernement de gauche. Les chefs d'entreprise et les Chambres de commerce critiquent ce renforcement des pouvoirs de l'État et particulièrement l'étatisation des ressources naturelles et de l'économie en générale.

Agence France-Presse

CHRISTIANE

CHAR
ETTE

9H

LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE
ÉMISSION SPÉCIALELa rentrée radio, télé et Internet
de Radio-Canada avec plusieurs
de ses vedettes.

Realisation: Bruno Guglielminetti

95,1^{FM}
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca/christiane

ACTUALITÉS

McCain

SUITE DE LA PAGE 1

Pour son opposition à l'avortement, son choix a été salué chaleureusement par la droite conservatrice, dont M. McCain, perçu comme trop libéral dans les quartiers ultras du parti, a absolument besoin pour l'emporter à la présidentielle du 4 novembre prochain. Sachant avant la naissance de son cinquième enfant que celui-ci était atteint de mongolisme, Mme Palin a refusé de se faire avorter, ce qui en a fait une héroïne parmi les conservateurs religieux. «Il est pratiquement impossible de dire à quel point cela est important pour la communauté de foi conservatrice», déclarait hier Ralph Reed, ex-président de la Christian Coalition.

Sa désignation inattendue représente en outre une tentative de captage du vote des électrices déçues par la décision du candidat démocrate Barack Obama de choisir comme colistier Joseph Biden et non Hillary Clinton, comme beaucoup l'espéraient.

Mme Palin a d'ailleurs fait mouche hier à Dayton lorsqu'elle a évoqué ses origines modestes et révélé que son fils aîné allait bientôt être envoyé en Irak. Mais elle a obtenu les vivats les plus forts quand elle a parlé... de Mme Clinton. Prenant en exemple la rivale malheureuse de Barack Obama pour l'investiture de son parti, elle a promis de réussir là où les démocrates ont échoué: placer une femme sur le ticket qui enlèvera la Maison-Blanche en novembre. «Il se trouve que les femmes américaines n'ont pas dit leur dernier mot», a-t-elle déclaré.

McCain «essaie manifestement d'attirer les partisans de Clinton qui veulent voir une femme au poste de vice-président. Le revers de la médaille, c'est qu'il n'y a aucune chance pour qu'elle passe l'examen de chef des armées», a estimé Dennis Goldford, professeur de sciences politiques à l'université Drake, dans l'Iowa.

«Un coup fumant, audacieux de la part de McCain», a commenté de son côté Elisabeth Vallet, chercheuse à l'Observatoire des États-Unis de l'UQAM. Ce qui est heureux dans le débat, signale-t-elle par ailleurs, c'est que M. McCain ne pourra plus guère pointer l'expérience de M. Obama sans se faire renvoyer la balle.

Reste que la désignation de cette «réformiste» de 44 ans pour briguer la vice-présidence a surpris de nombreux responsables républicains. Depuis des semaines, des personnalités autrement plus connues étaient pressenties pour figurer sur le ticket. On évoquait notamment le gouverneur du Minnesota, Tim Pawlenty, l'ancien gouverneur du Massachusetts et ex-candidat à l'investiture, Mitt Romney, et Tom Ridge, ancien gouverneur de la Pennsylvanie et ex-secrétaire à la sécurité intérieure de George W. Bush.

Mme Palin serait, à l'instar de M. McCain, une conservatrice atypique qui n'a pas peur d'afficher ses désaccords avec d'autres membres de son parti. Elle est devenue gouverneure de l'État en décembre 2006 après avoir battu le gouverneur sortant, un républicain, dans une primaire, et un ancien gouverneur lors de l'élection. Elle s'est bâti une réputation de réformiste en prenant les rênes de l'État alors qu'il venait d'être frappé par une série de scandales de corruption. À la tête de la commission du pétrole et du gaz de l'Alaska, elle avait dénoncé des violations éthiques provenant du propre président du Parti républicain de l'Alaska. Cela a renforcé son statut d'intégrité.

«Elle a combattu les compagnies pétrolières, les caïques du parti et les parasites bureaucratiques», s'est félicité M. McCain.

L'annonce du ticket républicain — que le président George W. Bush a qualifié de «très fort» — permet au moins à McCain, qui parie sur la jeunesse et la nouveauté, de se faire une place dans l'actualité politique américaine, largement dominée ces derniers jours par son adversaire.

Sarah Palin est de trois ans plus jeune que Barack Obama (47 ans), qui a, lui, choisi un colistier d'expérience, Joe Biden, 65 ans, sénateur depuis plus de 30 ans et expert en politique étrangère. Un débat est prévu en octobre entre Mme Palin et M. Biden.

Mme Palin devient ainsi la deuxième femme de l'histoire américaine à être candidate à la vice-présidence. En 1984, le démocrate Walter Mondale avait fait ticket commun avec Geraldine Ferraro à la présidentielle qui avait reporté Ronald Reagan au pouvoir pour un second mandat.

Une «hockey mom» avec zéro expérience

Le camp Obama n'a pas perdu de temps pour s'indigner. «Aujourd'hui, John McCain a placé l'ancienne maire d'une ville de 6500 habitants, avec zéro expérience en politique étrangère, en une encablure de la présidence», a dénoncé le porte-parole Bill Burton par voie de communiqué.

«La gouverneure Palin partage avec John McCain la volonté de faire annuler «Roe v. Wade» [la décision de la Cour suprême qui a permis en 1973 la légalisation de l'avortement], le soutien au lobby pétrolier et le projet de poursuivre les politiques économiques vouées à l'échec de George Bush. Ce n'est pas le changement dont nous avons besoin, juste toujours la même chose», a-t-il ajouté. Cela dit, Obama et Biden ont estimé, de leur côté, que la désignation d'une femme comme colistière demeurait «un nouveau signe encourageant que les vieilles barrières sont en train de tomber dans notre monde politique».

Mme Palin se présente comme une «hockey mom», version plus «musclée» des «soccer mom» qui avaient fait élire Bill Clinton en 1992. Son mari, Todd Palin, qui a des origines autochtones, travaille dans le secteur de la pêche et des champs pétroliers. La famille vit toujours à Wasilla.

Née le 11 février 1964 dans l'Idaho, fille d'un enseignant et d'une secrétaire, cette jeune femme sportive et tégénique a participé au concours de miss Alaska au début des années 1980 avant de se lancer dans des études de journalisme.

Mais sa vraie passion, la politique, l'emporte. En 1992, elle entre au conseil municipal de sa ville, Wasilla. Quatre ans plus tard, à 32 ans, elle devient la plus jeune maire de cette cité. Ses méthodes sont si expéditives qu'on finit par la surnommer «Sarah Barracuda».

Le Devoir
Avec l'Agence France-Presse,
l'Associated Press et Reuters

CAMPAGNE

SUITE DE LA PAGE 1

leurs photos électorales. Une rumeur circulait à l'effet que trois candidats de la région de Québec s'étaient désistés, mais après vérification, il appert qu'ils avaient déjà signifié leurs intentions il y a plusieurs mois déjà. Plusieurs sources libérales critiquent malgré tout, en coulisses, la lieutenant québécoise Céline Hervieux-Payette pour sa maladresse dans le recrutement de candidats. «Elle attend toujours la perle rare et laisse filer les perles ordinaires qui se présentent», illustre l'une d'entre elles. Même une circonscription sûre comme Lasalle-Emard, ancien fief de Paul Martin, n'a toujours pas de candidat attiré. Le nom de Liza Frulla circule, mais cette dernière a fermé la porte catégoriquement. «Je n'y vais pas.»

Deux sondages nationaux parus hier, un Harris-Decima-Presse canadienne et un Nanos Research-Sun Media, placent le Parti libéral en avance sur le Parti conservateur, mais légèrement. En tenant compte de la marge d'erreur, les deux grands partis sont au coude à coude.

Rencontre infructueuse

Gilles Duceppe et Stephen Harper ont discuté de plusieurs enjeux hier au 24 Sussex, mais sans trouver de terrain d'entente. «On a regardé l'ensemble de la situation, mais je pense qu'il a un plan de match établi. Je lui ai demandé quelles étaient les priorités du gouvernement, et ce n'était pas clair», a dit Gilles Duceppe.

Le chef du Bloc québécois dit avoir offert au gouvernement de travailler avec chacun des partis

d'opposition sur une base ponctuelle aux Communes pour faire passer les projets de loi, comme c'est le cas depuis près de trois ans. «Ce n'est pas ce qui l'intéresse», a-t-il dit.

Gilles Duceppe a souligné que les élections qui approchent seront l'occasion de débattre de grands enjeux. «On va parler d'économie et d'environnement, deux domaines très liés. [...] C'est bien de reconnaître la nation québécoise, c'est un gain, mais il faut aussi passer de la parole aux actes. Pourquoi couper dans la culture, qui est l'expression de la nation? Pourquoi s'opposer au modèle de développement économique communautaire mis en place dans les régions du Québec?», a-t-il énuméré.

Le chef bloquiste a rappelé que Stephen Harper contournerait sa propre loi, qui impose des élections à date fixe, en lançant une campagne électorale d'ici une semaine.

Stephen Harper n'a pas rencontré les journalistes après la rencontre. Son porte-parole, Dimitri Soudas, a soutenu que le Bloc québécois a clairement signifié n'avoir plus confiance au gouvernement conservateur. «Le Bloc veut montrer qu'il s'oppose au gouvernement», a-t-il dit.

Le premier ministre doit rencontrer le chef du NPD, Jack Layton, aujourd'hui. Aucune date n'a encore été fixée avec le chef libéral Stéphane Dion, qui a offert le 9 septembre. L'équipe de Stephen Harper juge cette date trop éloignée et laisse entendre qu'une telle rencontre n'est peut-être plus utile.

Le Devoir
avec la collaboration d'Hélène Buzzetti



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

PIÈCE

SUITE DE LA PAGE 1

mais avec les étrangers, les fabricants de pièces neuves et réusinées, et les fabricants asiatiques. Et avec les recycleurs de pièces volées.

Fin juillet. Il est 10h45 et l'établissement de Lecavalier à Sainte-Sophie, près de Mirabel, fourmille d'activité. À l'extérieur du bureau du vice-président, Philippe Fugère, une vingtaine d'agents s'affairent à prendre les commandes téléphoniques de clients situés un peu partout au Québec. Nombre d'appels par jour: 3500!

Chaque jour, la compagnie, qui compte plus de 180 employés et dit générer des revenus de plus de 40 millions, démonte en moyenne 24 véhicules accidentés. Cette année, Lecavalier devrait faire l'acquisition d'environ 12 500 voitures et camions.

Les véhicules arrivent souvent des assureurs, en vertu d'ententes d'achat. Mais il arrive parfois que le recycleur a besoin d'une pièce en particulier qu'il n'a plus dans son inventaire. C'est alors qu'il se lance dans les encans sur Internet, en se fiant aux photos. Les voitures coûtent généralement quelques milliers de dollars, selon les dommages et le kilométrage.

Mondialisation

«Les marchés se mondialisent», dit M. Fugère. Avant, tu fonctionnais dans ton petit patelin. Aujourd'hui, on achète à Calgary, à Buffalo, à New York, etc. Parmi les concurrents, il y a des recycleurs de partout, dont le groupe Pintendre, à Lévis. Mais il y a aussi les pièces neuves, en provenance de Chine. Et les voleurs. «La Toyota Echo que vous voyez, nous, on l'a payée. Mais les recycleurs, leur seul coût, c'est le bouffon qui a commis le vol.»

Lorsque le véhicule arrive dans un centre de recyclage, il subit une évaluation de tout ce qui est réutilisable, qui peut être revendu. On le déconstruit autant que possible. On récupère les liquides. Les pièces sont nettoyées, soigneusement identifiées par code à barres et remises.

«Cette voiture vient d'arriver», dit M. Fugère. La voiture est si lourdement défigurée qu'on ne peut s'empêcher d'imaginer la violence de l'impact. «L'accident a dû avoir lieu il y a une semaine, peut-être deux», dit-il. La voiture appartient encore à l'assuré. Éventuellement, elle sera déconstruite. Un peu plus loin, un camion blanc attend le même sort. Il semble avoir basculé vers l'avant et atterri sur le toit.

Si les véhicules sont des pertes totales, les pièces, elles, valent de l'or.

Chez Lecavalier, le plus impressionnant est sans doute l'entrepôt central, où sont entreposés 10 000 moteurs et transmissions, du sol jusqu'au plafond à la manière Réno-Dépôt. Tablette par-dessus tablette de cylindres de toutes les puissances, de toutes les marques, de tous les modèles. Dans l'ensemble, l'in-

ventaire de l'entreprise tourne quatre fois par année, dit M. Fugère.

Tous dans la même ligue

Plus petite, Pièces d'auto M. Robert, à Sainte-Madeleine, joue dans les mêmes ligues. L'entreprise compte une quarantaine d'employés et chaque jour elle déconstruit environ six véhicules. Mais le défi est aussi gros: trouver des voitures accidentées mais avec peu de kilométrage, et trouver des employés qualifiés. La main-d'œuvre n'est pas abondante comme dans les années 70.

Le patron, Michel Robert, doit aussi composer avec la concurrence des recycleurs. «Le nombre de recycleurs honnêtes parmi ceux qui détiennent des permis, il n'y en a pas des tonnes, dit-il. Les lois ne sont pas assez sévères à l'endroit des voleurs d'automobiles. Mais le gouvernement Harper a commencé à réagir.»

L'an dernier, les médias ont amplement fait état d'une vague de vols de catalyseurs, qui font partie de l'échappement. Piqués pour les métaux précieux qu'ils contiennent et revendus à des ferrailleurs ou à d'autres centres de recyclage. M. Robert a lui-même été victime: deux fois en trois mois, il s'est fait voler pour 10 000 \$ de catalyseurs.

Le plus gros centre de tous se trouve dans la région de Québec. C'est le groupe Pintendre, à Lévis, qui gère quotidiennement entre 4800 et 5500 appels de clients. La superficie du terrain fait environ 150 terrains de football.

«Pintendre va en acheter d'autres», croit Michel Robert, qui s'attend aussi à ce que Lecavalier se mette en mode acquisition. M. Robert veut léguer son entreprise à ses enfants. Mais il comprend la logique des regroupements. Un recycleur qui prend de l'expansion peut générer des économies substantielles, dit-il.

La particularité de Pintendre, c'est qu'il a été acheté par le géant américain LKQ, qui fonctionne selon le même modèle d'affaires à la différence qu'il est coté sur le Nasdaq. Chiffre d'affaires de LKQ: 1,6 milliard \$US.

L'industrie des pièces usagées est robuste, a récemment affirmé LKQ lors d'une récente présentation à des analystes financiers. L'action de l'entreprise se négocie autour de 20 \$, quatre fois plus qu'il y a cinq ans.

«Le marché des pièces a connu une croissance continue depuis dix ans et résiste aux récessions, a-t-elle indiqué dans sa présentation à la mi-juin. Les accidents ne sont pas discrétionnaires.» Autrement dit, quel qu'un qui perd son emploi ne va plus au restaurant, mais il a quand même des accrochages.

Le Devoir

RUELLE

«On veut que la ruelle les aide à sortir de l'impasse. On met du rêve à leur disposition.»

SUITE DE LA PAGE 1

commençait cette semaine sa troisième année.

Si les enfants ont été séduits par la cour depuis leur retour à l'école Garneau jeudi, ils n'ont pas encore pris toute la mesure de la transformation de leur milieu de vie. Une annexe de six classes s'est transformée en «ruelle de l'Avenir» où on retrouve: une classe pour l'horticulture, un studio de danse, une salle de production multimédia avec une console professionnelle donnée par Radio-Canada, une cuisine à faire rougir d'envie des restaurateurs, un atelier pour les arts et les sciences et une salle de séjour avec un écran plasma au mur et une bibliothèque qui sera garnie par les Éditions Gallimard.

Une terrasse sur le toit avec des bacs aménagés pour l'agriculture et un gymnase rénové équipé pour des productions artistiques, avec une scène amovible, compléteront au cours des prochaines semaines la transformation de l'école.

Le projet est né d'une triste histoire. Réputation plutôt moche, chute démographique, exil des familles vers des quartiers plus tranquilles, toujours est-il que l'école Garneau avait trop de place pour ses quelque 300 élèves. «Avec la baisse de clientèle, une annexe s'est libérée. En 2006, j'ai appelé le directeur de l'organisme communautaire Projet 80 pour lui dire que nous aimerions rendre ces locaux accessibles à la communauté», explique la directrice de l'école, Suzanne Van De Meulebroecke.

Le Projet 80 fournissait déjà des diners aux enfants issus de familles moins nanties de Garneau et d'une autre école du coin, en plus d'organiser des services d'aide aux devoirs et des camps de jour pendant l'été. «L'école nous offrait une belle occasion. On rêvait de faire une sorte de village d'enfants avec des ateliers de cuisine, entre autres. Quand les enfants entrent dans l'annexe, ils ne sont plus à l'école, ils entrent dans une ruelle, avec des ateliers de cuisine, d'horticulture...», explique le directeur de l'organisme, Daniel Paquin.

Pour réaliser ce projet fou, le groupe communautaire est allé cogner à la porte de Gaz Métro, dont le siège social est situé à quelques coins de rue de l'école. Plus qu'un simple bailleur de fonds, la compagnie a contribué à développer le concept de la «ruelle de l'Avenir». Outre la collaboration à la collecte de fonds, Gaz Métro a notamment affecté un chargé de projet à plein temps pendant quelques mois pour coordonner le chantier. «Nous avons fait appel à nos fournisseurs, leur demandant deux enveloppes lors de la soumission, une avec leur coût et une autre avec leur contribution financière au projet», explique le vice-président au développement durable, Jean Simard, qui a mis la main à la pâte dès les premiers balbutiements du projet.

Au total, 3,5 millions de dollars ont été investis pour ces aménagements, dont près d'un million par Gaz Métro, environ 500 000 \$ par la Commission scolaire de Montréal (CSDM) et le restant grâce à une collecte de fonds ainsi que la contribution de fournisseurs. Les partenaires privés du projet comptent poursuivre la campagne de financement afin de laisser un fonds de dotation de 1,5 million pour financer de façon récurrente le fonctionnement des installations.

Briser le cercle de la pauvreté

La logique des bailleurs de fonds consistait à éviter de saupoudrer l'aide pour plutôt tenter d'avoir un effet réel sur un milieu de vie. Il faut dire que le quartier est très défavorisé. Environ 70 % des familles vivent sous le seuil de la pauvreté et le taux d'abandon scolaire frise aussi les 70 %. «C'était pour nous un choc de réaliser que le siège social se trouve dans le deuxième quartier le plus défavorisé au Canada. Plusieurs enfants ne franchiront jamais la rue De Lorimier. On veut que la ruelle les aide à sortir de l'impasse. On met du rêve à leur disposition», affirme M. Simard.

Ce «village d'enfants» pourra être utilisé à partir du mois d'octobre, non seulement par les élèves de Garneau, mais aussi par ceux de quatre écoles primaires du Centre-Sud et d'Hochelaga et ceux de l'école secondaire Pierre-Dupuy. Le jour, les enseignants le fréquenteront avec leurs classes et le soir, le Projet 80 prendra la relève en organisant des activités avec des partenaires, tels le Jardin botanique, Radio-Canada ou encore l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

Les activités de la ruelle devraient également servir de tremplin vers le monde extérieur pour les enfants. On compte par exemple organiser des visites de grands restaurants ou encore des rencontres avec des producteurs maraichers.

On espère aussi amener les parents à fréquenter la ruelle, notamment dans le cadre d'ateliers de cuisine ou encore pour des soirées d'observation des feux d'artifice sur le toit de l'école les soirs d'été ou des projections de films dans la cour (les prises électriques sont prévues pour l'installation d'un écran géant).

Les ouvriers s'affairaient encore hier à mettre la dernière main aux travaux. Le défi sera maintenant de faire en sorte que ces infrastructures, coûteuses, soient utilisées au maximum. «Il nous reste à habiter tout cela, à s'organiser pour que cela vive. Les enseignants commencent déjà à préparer des projets éducatifs qu'ils réaliseront dans la «ruelle», explique Mme Van De Meulebroecke, qui espère attirer de nouveaux élèves grâce à ces infrastructures.

Autant la directrice et le groupe communautaire que les partenaires privés caressent l'espoir que le projet contribuera à redonner aux enfants le goût de rêver, de se réaliser et de poursuivre leurs études. Les universitaires seront bientôt de la partie pour vérifier si le pari a porté ses fruits. Deux recherches universitaires seront conduites pour mesurer les retombées du projet, notamment sur la persévérance scolaire.

Parions que le «80, ruelle de l'Avenir» mettra l'eau à la bouche des directeurs, enseignants, parents et élèves des écoles qui ne comptent pas sur de tels budgets... D'autres mécènes?

Le Devoir

LE DEVOIR^{MD}
www.ledevoir.com
Les bureaux du Devoir sont situés
au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,
Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement
Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements
Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel
Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Le Devoir est enregistré auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Québec, Québec, H3L 1V1. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, une division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval, Québec, H7V 1S5. Enregistrement au Québec: 0858. Dépôt légal. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.